

TENNIS

Andy Roddick s'impose aisément en finale du US Open
Page B 5



SAUVAGINE

Les chasseurs pourront chasser autour de Montréal
Page A 3

www.ledavoir.com

LE DEVOIR

202 VOL. XCIV N° 201 LE LUNDI 8 SEPTEMBRE 2003 87c + TAXES = 1\$

Commando de baigneurs dans le Vieux-Port



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

CES COURAGEUX BAIGNEURS se sont jetés hier dans le fleuve Saint-Laurent, au Vieux-Port de Montréal, pour demander aux élus la mise en place d'infrastructures permettant aux Montréalais d'avoir accès au fleuve et de se baigner. «L'eau est excellente», a assuré le porte-parole de la Corporation Saint-Laurent, Pierre Lussier, en se hissant en dehors des flots. Lire nos informations en page A 2.

Le Grand Prix des Amériques au Cordon de Markovic Gaz Bar Blues reçoit le Grand Prix spécial du jury

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

L'année a été difficile pour le Festival des films du monde, mais les choix du jury, du moins, furent avisés. C'est l'excellent *Cordon (Kordon)* du Serbe Goran Markovic qui a remporté hier le Grand Prix des Amériques au 27^e FFM. Ce film, remarquablement réalisé, posant un regard sans complaisance sur un groupe de policiers brutaux chargé de réprimer en 1997 les manifestations anti-Milosevic, était une œuvre de puissance, de rigueur et de lucidité.

Gaz Bar Blues du Montréalais Louis Bélanger, tendre et vibrante incursion dans l'univers masculin d'une station-service, récoltait de son côté le Grand Prix spécial du jury. Présenté en ouverture du festi-

val, seule œuvre québécoise en lice, le film avait constitué un vrai coup de cœur public et critique. A lui aussi, le prix du film canadien le plus populaire (octroyé par votes publics). Mais *Gaz Bar Blues* arrive en seconde position pour le prix Air Canada (donné aussi par vote populaire aussi pour des films de toutes origines) après *Quatrième étage* de l'Espagnol Antonio Mercero. Plus étonnant, le film de Bélanger récoltait également le Prix œcuménique, sans doute à cause de sa portée humaine. C'est la première fois que le jury œcuménique prime une œuvre nord-américaine dans ce festival. Le FFM porte chance au talentueux Louis Bélanger, puisque son premier long métrage *Post Mortem* y avait déjà récolté en 1999 le prix de la mise en scène.



Le jury présidé par les cinéastes Jan Troell et Andrzej Zulawski a offert hier un bon palmarès. Tous les favoris de la course sont primés, à l'exception de *La Rencontre* du Turc Ömer Kavur, grand oublié de la course.

Non seulement a-t-il reçu par suffrages populaires le prix Air Canada, mais le charmant *Quatrième étage (Planta 4a)* de l'Espagnol Antonio Mercero s'est vu décerner par le jury celui de la mise en scène.

VOIR PAGE A 8: FFM

■ Autres informations en page B 8

É D U C A T I O N

Pour gars seulement

Les gars avec les gars, les filles avec les filles! Pour stimuler l'intérêt des garçons à l'école, une école secondaire de l'Estrie a décidé de prendre les grands moyens: dehors les filles! Les gars, à vous l'école! L'espace d'une journée, un menu exclusivement conçu au masculin pour faire la démonstration qu'école peut rimer avec plaisir.

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Cela se passe à l'école secondaire de la Ruche, à Magog, mais ce pourrait être dans n'importe quelle école du Québec. Sur une des portes des toilettes des garçons, une inscription retient l'attention: «Cris cé platte icit.»

Provocation? Désespoir? Vérité? Voilà ce que se demande la direction de cette école de 1400 adolescents, qui compte 708 garçons dans ses rangs. Et si c'était vrai? Pour donner le signal aux garçons que l'école peut être intéressante, on a organisé une

VOIR PAGE A 8: GARS

I N D E X

Annances	B 5	Idées	A 7
Avis publics ..	B 4	Météo	B 5
Convergence ..	B 7	Monde	A 5
Culture	B 8	Mots croisés ..	B 4
Décès	B 5	Religions	B 6
Économie	B 1	Sports	B 4
Éditorial	A 6	Télévision	B 7



L'ENTREVUE

Un cas de conscience

Le neurobiologiste français Jean-Pierre Changeux s'interroge sur la chimie du cerveau humain, la morale et l'éthique

Comment naît le sentiment moral dans le cerveau de l'homme? Voilà une des interrogations qui résument le mieux les préoccupations du célèbre neurobiologiste Jean-Pierre Changeux, membre de l'Académie des sciences de l'Institut de France. Après plus de trente ans de recherche en neurosciences, ce professeur au Collège de France et à l'Institut Pasteur se bute encore à de grandes énigmes entourant cet organe sibyllin qu'est le cerveau.

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

Comment s'explique la conscience spécifiquement humaine, alors que le patrimoine génétique de l'homme est si proche de celui des autres mammifères supérieurs? Cette conscience humaine, qui est aussi morale, Jean-Pierre Changeux la croit indispensable pour résoudre les questions éthiques que soulèvent les progrès de la connaissance scientifique au sein de la société.

«On ne se contente plus de parler de la conscience en philosophe ou en théologien, souligne le neurobiologiste. Ce sujet est désormais ouvert à l'investigation scientifique au même titre que les émotions et le langage. Par certains aspects, la conscience relève de la chimie. Nous savons qu'il y a des agents chimiques qui modifient les états de conscience. Les somnifères, par exemple, permettent de passer de l'état d'éveil à celui de



ARCHIVES LE DEVOIR

Jean-Pierre Changeux: «L'éthique n'est pas là pour freiner, mais pour éviter qu'il y ait des abus, des manques de respect de la personne humaine.»

VOIR PAGE A 8: CONSCIENCE

Arafat remplace Abbas sans délai

La désignation du modéré Ahmad Qoreï comme premier ministre est bien accueillie à Washington

REUTERS ET AGENCE FRANCE-PRESSE

Au lendemain de la démission du premier ministre Mahmoud Abbas, Yasser Arafat a demandé hier soir au président du parlement Ahmad Qoreï (alias Abou Alaa) de former le prochain gouvernement palestinien, alors que dans la bande de Gaza au moins dix Palestiniens ont été blessés dans un raid d'hélicoptères israéliens.

Koreï, aussi connu sous le nom de guerre d'Abou Ala, n'a pas dit s'il accepterait ces responsabilités. Sa réputation de modéré et d'artisan des accords de paix provisoires avec Israël conclus à Oslo, en 1993, pourraient en faire un interlocuteur acceptable pour les États-Unis et contribuer à sauver le plan de paix soutenu par Washington.

Abbas, qui était soutenu par les États-Unis et par Israël, a présenté sa démission samedi en déplorant que ses efforts de paix soient entravés par Arafat.

«Le président a exprimé le souhait de nommer Abou Ala premier ministre», a déclaré le ministre Yasser Abed Rabbo, ajoutant que cette nomination avait été approuvée par l'exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine.

Un haut responsable palestinien a déclaré que Koreï, âgé de 65 ans, étudiait l'offre et qu'il donnerait probablement sa réponse en début de semaine.

Les États-Unis souhaitent qu'un premier ministre fort contrôle les forces de sécurité palestiniennes à la place d'Arafat, accusé par Washington de fomenter des violences, ce que dément le «raïs».

Invitée de Fox News Sunday, Condoleezza Rice, conseillère à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, a accusé Arafat d'avoir bloqué Abbas pour garder le contrôle des forces de sécurité. Elle a exhorté l'Autorité palestinienne à se doter d'un premier ministre investis de pouvoirs et à le «laisser travailler».

Dennis Ross, ancien émissaire américain au Proche-Orient, a souligné que Koreï avait fait ses preuves en tant qu'artisan de paix.

VOIR PAGE A 8: ARAFAT

Bush monte au front

Le président appelle l'ONU à assumer ses responsabilités en Irak

PHILIPPE RATER
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le président américain George W. Bush a appelé hier l'ONU à assumer ses responsabilités en Irak, en affirmant que ce pays était devenu le «front principal» de la guerre contre le terrorisme, selon des extraits d'un discours à la nation diffusés à l'avance.

«Les membres des Nations unies ont maintenant l'occasion et la responsabilité d'assumer un rôle plus large pour s'assurer que l'Irak devienne un pays libre et démocratique», a affirmé le président, lors d'une intervention à la Maison-Blanche qui devait durer une quinzaine de minutes.

«Il y a deux ans, j'ai dit au Congrès que la lutte contre le terrorisme serait une guerre longue et difficile, une guerre d'un genre différent, livrée sur des nombreux fronts et en de nombreux endroits. L'Irak en est maintenant le front principal», a-t-il ajouté.

«Notre stratégie en Irak a trois objectifs: anéantir les terroristes, rassembler le soutien d'autres pays pour créer un Irak libre et aider les Irakiens à assumer la responsabilité de leur propre défense et de leur avenir», a expliqué M. Bush.

Ce discours à la nation intervient à la fois pour convaincre la communauté internationale de venir épauler les Américains en Irak et faire taire les critiques qui montent aux États-Unis sur les faiblesses de l'administration républicaine à gérer l'après-guerre.

Les États-Unis viennent de présenter un projet de résolution au Conseil de sécurité, visant notamment à créer une force internationale en Irak dotée d'un mandat de l'ONU.

VOIR PAGE A 8: BUSH

• LES ACTUALITÉS •

SCIENCE

Les chercheurs identifient le gène lié à une forme mortelle d'épilepsie

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Un gène responsable d'une forme mortelle d'épilepsie affectant des adolescents vient d'être identifié par une équipe internationale de chercheurs dirigée par des Canadiens. Les docteurs Berge Minassian et Stephen Scherer, de l'Hôpital pour enfants de Toronto, ont supervisé la recherche des causes génétiques de la maladie de Lafora, une variante d'épilepsie qui se déclare au début de l'adolescence et tue habituellement ses victimes en une décennie.

Cette découverte permettra de tester les gens ayant des antécédents familiaux de la maladie, pour déterminer s'ils sont porteurs du gène en question.

La maladie de Lafora affecte environ une personne sur 80 000. Au Canada, une vingtaine de familles sont touchées et selon le Dr Scherer, certaines ont jusqu'à trois enfants atteints de la maladie. Pour qu'un enfant contracte la maladie, ses deux parents doivent être porteurs du gène fautif.

Un autre gène impliqué dans la maladie de Lafora avait été identifié par la même équipe en 1998. Il était présent dans environ la moitié des cas de la maladie. Le dernier gène découvert est responsable d'une autre tranche de 40 % des cas.

Recherches sur la protection des coraux

PRESSE CANADIENNE

Halifax — Des scientifiques canadiens rencontreront aujourd'hui leurs homologues d'autres pays côtiers afin de trouver des moyens de sauver ce qui reste de coraux situés en eaux profondes.

Des biologistes d'Europe, d'Australie et des États-Unis se pencheront sur de nouvelles données relatives aux espèces de coraux survivantes et tenteront de formuler des propositions sur la préservation de leurs fragiles habitats, en déclin depuis quelques décennies.

«La situation est plus grave qu'on ne le craignait», explique Martin Willison, un biologiste de l'Université Dalhousie, de Halifax, qui participe au deuxième Symposium international sur les coraux situés en eaux profondes, en Allemagne.

Bureaux des députés fédéraux

Les manifestations contre les mariages gais n'ont pas fait d'étincelles

LE DEVOIR ET PRESSE CANADIENNE

Un mouvement religieux de protestation contre les mariages gais a fait peu d'étincelles hier devant les bureaux des députés fédéraux, alors que les journalistes ont parfois réussi à surpasser les manifestants en nombre.

C'était le cas notamment devant les bureaux du ministre fédéral de la Justice, Martin Cauchon, et du député Paul Martin, à Montréal. Moins d'une dizaine de personnes ont défilé dans ces circonscriptions pour signifier leur désaccord avec le projet de loi qui permettrait les mariages de conjoints de même sexe. Partout au pays, devant les bureaux de comté des 301 députés fédéraux, ces petites manifestations étaient organisées hier par une coalition de groupes religieux.

Seules quatre personnes ont défilé devant le bureau du candidat à la succession de Jean Chrétien, Paul Martin. Il y en avait neuf chez Martin Cau-

chon. «Le mariage gai va complètement à l'encontre de Dieu, de ses principes et des raisons pour lesquelles il a créé l'homme et la femme», a expliqué à la Presse canadienne Jackie Bourque, sur le seuil du bureau de M. Cauchon. «Il n'a pas créé Adam et Steve, mais Adam et Eve.»

Un autre sondage révélait par ailleurs hier que les députés qui se prononceraient en faveur du projet de loi pourraient en payer le prix politique. Selon l'enquête SES-Research, 60 % des Canadiens qui s'opposent aux mariages gais entendent voter contre les députés qui appuieraient de telles unions.

Il indique par ailleurs que 47 % des Canadiens sont d'accord avec le projet de loi, et 44 % s'y opposent. L'appui aux mariages gais est supérieur au Québec et en Colombie-Britannique, et nettement inférieur en Alberta.

Le mouvement de légalisation du mariage gai a commencé lorsque la cour de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ont statué que le silence de la loi sur le mariage gai violait la Charte des droits et libertés.

Foire des alternatives à Montréal

Pour une mondialisation différente des discussions de Cancún

GENEVIÈVE OTIS-DIONNE LE DEVOIR

Divers groupes de la société civile organisent cette semaine une Foire des alternatives à Montréal pour proposer aux gens une mondialisation différente de celle qui sera discutée du 10 au 14 septembre à Cancún lors de la ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Du 8 au 11 septembre, la population pourra participer à différents débats au Café de la Petite Gaule, dans le quartier de Pointe-Saint-Charles. Vendredi soir, un spectacle est prévu sur la scène de la salle Marie-Gérin-Lajoie de l'UQAM, avec au menu de la danse, des chansons, des conférences et de l'humour politique.

Samedi dans la journée, sur la place Emile-Gamelin à Montréal, les gens trouveront des stands d'information, de l'animation et plusieurs ateliers de formation. Différents groupes, dont la Fédération des femmes du Québec, CANEVAS (Collectif d'action non violentes autonomes), CAP-Monde (Convergence pour l'avenir

des peuples du monde), ATTAC-Québec (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) et Équiterre seront présents pour répondre aux questions du public.

«Nous avons le droit de dire non [à la mondialisation actuelle], dans la mesure où nous avons des alternatives à proposer», affirme Lorraine Guay, de la Fédération des femmes du Québec. «Nous voulons mener des débats sur le type de monde dans lequel on veut vivre. Jeter un regard critique sur ce qui ne fonctionne pas, mais aussi proposer des idées qui sont novatrices et qui sont susceptibles de changer l'allure du monde», ajoute-t-elle.

Un nouveau courant

Mme Guay explique que cette Foire représente le nouveau courant militantisme des altermondialistes qui veut dès aujourd'hui «changer les choses et ne pas attendre à demain. Il faut en parler, mais surtout agir. Le commerce équitable est d'ailleurs un exemple intéressant de gestes concrets», souligne Mme Guay.

Ce soir, sur le thème L'Agriculture dans l'avenir, se déroulera le

premier débat au Café de la Petite Gaule. «La question agricole est centrale à la ministérielle de Cancún et c'est important qu'on en parle également à Montréal», soutient le représentant de l'Union paysanne, Antoine Gendreau-Turmel.

M. Gendreau-Turmel dénonce notamment le «vision économique» de l'OMC sur l'agriculture. Il mentionne que le dumping alimentaire exercé par les États-Unis dans les pays du Sud «détruit la sécurité alimentaire à moyen et à long terme des pays pauvres et détruit la production locale». Il ajoute que les OGM se répandent à grande vitesse dans l'ensemble des pays, «mais on peut encore agir et freiner le problème», précise M. Gendreau-Turmel.

Le représentant de l'Union paysanne rappelle que le commissaire de l'ONU pour les droits de la personne «a affirmé qu'il y avait des conflits actuels ou potentiels entre les accords de l'OMC, notamment au niveau de l'agriculture, et les traités internationaux sur les droits humains qui incluent le droit à l'alimentation, le droit à la santé et le droit à l'autodétermination».

EN BREF

Un centre d'interprétation de l'histoire acadienne ouvre à Grand-Pré

(PC) — Un nouveau centre d'interprétation construit au coût de plusieurs millions de dollars vient d'ouvrir ses portes au lieu historique national de Grand-Pré, en Nouvelle-Écosse. Il aidera les visiteurs à en apprendre davantage sur l'histoire des Acadiens. Le centre a été inauguré ce week-end à

Grand-Pré, qui se trouve dans la vallée de l'Annapolis. Le centre, d'une superficie de 1440 mètres carrés, pourra accueillir des conférences et des expositions. Il contient également une salle de cinéma où on pourra visionner le film sur l'histoire acadienne produit pour le centre. On y trouvera aussi une exposition multimédia sur les racines acadiennes de la région, dont l'histoire de Grand-Pré et de la Déportation. Le lieu historique national du Canada de Grand-Pré commémore la période de colonisation et de l'établissement des Acadiens, ainsi que leur déportation en 1755.

Une trempette dans le fleuve

Des citoyens réclament des mesures permettant de pouvoir enfin se baigner dans le Saint-Laurent

GENEVIÈVE OTIS-DIONNE LE DEVOIR

Des citoyens ont plongé hier dans le fleuve Saint-Laurent, au Vieux-Port de Montréal, pour sensibiliser la population et les élus au potentiel social et économique d'un plan d'eau facilement accessible pour des millions de personnes et demander la mise en place d'infrastructures à Montréal pour que la population puisse tremper ses pieds dans le fleuve.

La qualité de l'eau qui entoure l'île de Montréal s'est fortement améliorée au cours des dernières années et la Corporation Saint-Laurent, qui organisait cette trempette en plein air, souhaite que les Montréalais puissent maintenant en profiter.

Une récente étude réalisée par le Réseau de suivi du milieu aquatique (RSMA) à la Ville de Montréal révélait en effet que plusieurs sites autour de l'île étaient maintenant sécuritaires pour la baignade. La semaine dernière, le biologiste Guy Deschamps, responsable du RSMA, a analysé avec son équipe l'eau du fleuve dans le Vieux-Port et celle-ci présentait un taux de coliformes fécaux assez faible pour permettre une petite brasse dans l'eau.

«Le fait de pouvoir se baigner est bon pour la santé physique et mentale. Il faut se réapproprier l'idée qu'il est possible de se baigner dans le fleuve. Il faut multiplier les points de baignade à proximité des gens. Le fleuve est partout autour des gens à Montréal, mais les Montréalais ne peuvent pas en profiter», car les rives ne sont pas aménagées pour recevoir des baigneurs, explique le porte-parole de la Corporation Saint-Laurent, Pierre Lussier.

Des citoyens de Québec sont venus appuyer les Montréalais dans leurs demandes et ont sauté à leurs côtés dans les flots. «On pense qu'en Amérique et au Québec, ça pourrait être la même chose qu'en France et en Europe de l'Est: on rentre dans l'eau et on en sort sans payer. Les gens dépensent leur argent autour des sites de baignade», affirme Léonce Naud, de la Société des gens de baignade de Québec. «On peut voir qu'en France, Paris-Plage est succès extraordinaire, et c'est grâce à la proximité», ajoute M. Naud.

Le cas de Sorel

Le maire de Sorel-Tracy, Marcel Robert, s'est joint aux baigneurs pour demander à la Ville de Montréal de désinfecter ses eaux usées qui sont rejetées dans le fleuve dans l'est de la ville. Les eaux usées sont actuellement traitées, mais non désinfectées. «Montréal rejette plus de cinq millions de coliformes fécaux pour 100 ml d'eau [la norme pour la baignade est de 200 coliformes fécaux pour 100 ml d'eau]. L'eau s'en va ensuite vers Sorel-Tracy, à l'embouchure du lac Saint-Pierre, qui est reconnu par l'UNESCO comme réserve mondiale de la biosphère depuis 2000», déplore M. Robert.

«Il y a 40 ans, Sorel était une région où il y avait les plus belles plages du Québec. C'est considérable le développement récréotouristique qui serait possible de faire dans ce coin-là», soutient le maire. «Mais la qualité de l'eau doit nécessairement s'améliorer, sinon on ne pourra jamais développer la région de façon intéressante.» M. Robert explique que la technologie existe pour désinfecter l'eau, et que la Ville de Montréal doit maintenant se décider à l'implanter.

Personnes faussement accusées d'agressions sexuelles

Le «scandale du siècle» refait surface à Saskatoon

PRESSE CANADIENNE

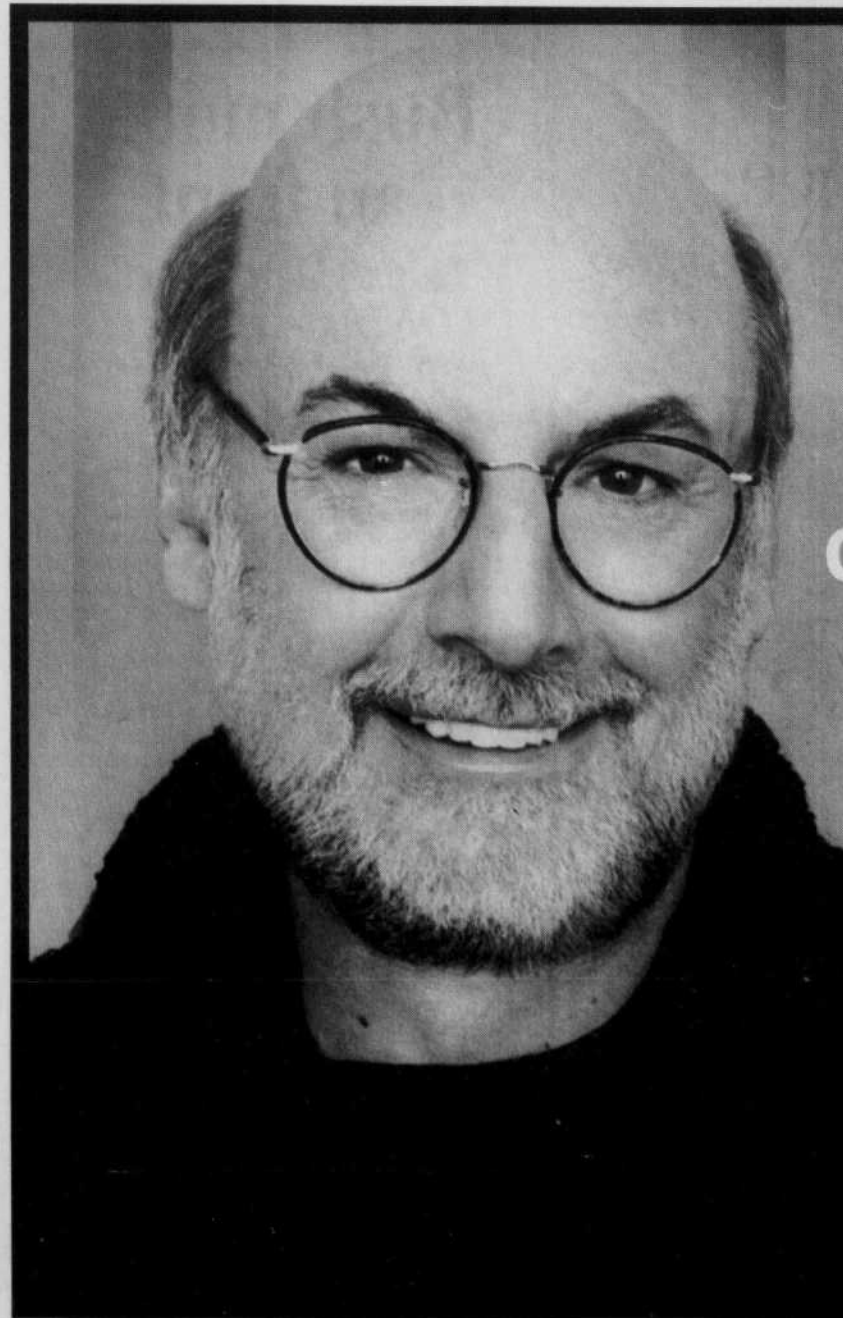
Saskatoon — Un juge entendra, à compter d'aujourd'hui, la poursuite intentée au civil par 12 personnes faussement accusées d'avoir agressé sexuellement trois enfants dans les années 90 en Saskatchewan. Le groupe réclame plusieurs millions de dollars, à deux procureurs de la Couronne, à la succession de leur ancien employeur, à un policier de Saskatoon et à un thérapeute.

L'histoire remonte à 1987 lorsque trois enfants, un frère et deux sœurs âgés de moins de dix ans, ont été placés en famille d'accueil. Plus tard, le jeune garçon a été retiré de la famille d'accueil. Il a alors raconté à la police les terribles sé-

vices que lui et ses sœurs auraient subis durant leur courte vie.

Une enquête a été ouverte et les deux sœurs ont validé la version de leur frère. En 1991, la police a procédé à l'arrestation de 16 personnes dont les parents biologiques des enfants, un ami de la famille et plusieurs membres de la famille d'accueil. Les policiers de Saskatoon ont qualifié l'histoire de «scandale du siècle».

En 1993, 12 des 16 chefs d'accusation ont été suspendus. Les parents biologiques et l'ami de la famille ont été reconnus coupables, mais la décision a été renversée par la Cour suprême. Au fil des ans, les trois enfants ont avoué publiquement qu'ils avaient inventé toute l'histoire.



Votre premier contact avec l'information

HOMIER-ROY

dès 5h

Réalisation : Stéphane Tremblay

95.1 FM

Première Chaîne

Radio-Canada

www.radio-canada.ca/bienmeilleur

LE DEVOIR

POLITIQUE



Chantal Hébert

Stéphane Dion: mission accomplie

S'il faut en croire les informations qui circulent sur la colline parlementaire à Ottawa, Stéphane Dion est sur le point de retourner à ses anciennes amours. Le ministre aux Affaires intergouvernementales mettrait fin à sa carrière politique en même temps que Jean Chrétien. Plutôt que de se présenter aux prochaines élections fédérales, il reprendrait du service à l'université.

Ce faisant, M. Dion allégera d'autant le casse-tête ministériel de Paul Martin. Le ministre a toujours dit qu'il n'aspirait pas à d'autres fonctions que celles auxquelles il vaque depuis son arrivée en politique dans la foulée du référendum de 1995. Or, le successeur présumé de Jean Chrétien veut donner une allure différente aux relations fédérales-provinciales. M. Martin a déjà considéré le sentiment d'aliénation de l'Ouest canadien comme sa priorité, ce qui pourrait bien l'amener à confier les affaires intergouvernementales à un député de cette région et les relations avec le Québec à son éventuel lieutenant québécois.

Dans tous les scénarios, y compris celui d'un rapprochement probable entre Québec et Ottawa sous les directions respectives des Charest et Martin, la personnalité grinçante de Stéphane Dion n'est pas dans l'air du temps. Le premier ministre actuel du Québec n'a jamais fait secret de son absence d'atomes crochus pour M. Dion, laquelle qui remonte à l'époque où Jean Charest était encore chef conservateur fédéral.

Contrairement à Jean Chrétien, Stéphane Dion n'aura pas droit pour son départ au genre de retour en grâce qui a vu le premier ministre devenir quasiment populaire au Québec au cours de la dernière année. Un ministre aux Affaires intergouvernementales n'a pas autant d'occasions qu'un premier ministre de diversifier son activité sur des fronts plus rassembleurs.

Le style cassant de M. Dion n'a rien pour arranger les choses. S'il y a quelque chose de plus détestable que les mauvais perdants, ce sont bien les gagnants qui ne se sentent pas obligés de s'excuser d'avoir remporté la partie. Or, au moment où Stéphane Dion rentre dans ses terres, on peut dire qu'il a gagné son pari.

◆ ◆ ◆
Ce n'est pas seulement qu'il y ait désormais un gouvernement fédéraliste à Québec dont la simple présence signifie que la souveraineté ne sera pas de sitôt à l'ordre du jour et qui, de surcroît, ne manifeste pas le moindre enthousiasme pour reprendre le bâton du pèlerin constitutionnel.

Ou encore que la loi sur la Clarté dont M. Dion est l'auteur n'ait pas provoqué la flambée nationaliste qu'espérait ou qu'appréhendait selon le cas à peu près tout ce qui bouge sur le front politico-médiatique au Québec. Ou même que plusieurs de ceux qui hier encore dénonçaient la loi en question soient aujourd'hui disposés à faire amende honorable pour s'enrôler plus rapidement sous les drapeaux du Parti libéral fédéral.

Ce n'est pas non plus que le gouvernement auquel appartient Stéphane Dion soit actuellement plus populaire en territoire francophone que le gouvernement de M. Charest, ce qui tient néanmoins du tour de force quand on considère combien il revient de loin par rapport à 1993.

Tout cela et plus fait automatiquement partie du bilan de Jean Chrétien et par ricochet de Stéphane Dion. En politique, comme chacun sait, la récupération est une vertu. Mais même si les stratégies fédérales ne répugnent pas à trouver une relation de cause à effet entre leur fameux plan B et la tombée de la fièvre souverainiste au Québec, jusqu'à tout récemment, le lien demeurait fondamentalement circonstanciel.

◆ ◆ ◆
Jusqu'à présent, rien ne ressemblait davantage au projet de loi sur la clarté par rapport à la souveraineté qu'une danse de la pluie exécutée par une journée de temps couvert. Avec la défaite de 1995, l'échafaudage stratégique du camp du Oui d'alors ne pouvait plus tenir la route, une réalité que le mouvement souverainiste a d'autant plus niée qu'il lui avait presque permis de se rendre au sommet. Il serait tombé de haut, avec ou sans l'aide de M. Dion.

Mais voilà maintenant qu'après avoir fait du projet d'un partenariat Québec-Canada la pièce maîtresse de leur dernière campagne électorale, les témoins péquistes n'ont de cesse de le larguer comme autant de bagage excédentaire. Dans le même esprit, 14 députés bloquistes, et pas les moindres, signaient cet été une lettre enjoignant à leur parti de se consacrer à la promotion de la souveraineté sans trait d'union.

Toutes ces élucubrations tiennent davantage du désarroi que de l'éclair de génie. Comme peuvent en témoigner l'Alliance canadienne ou le NPD, les partis quand ils sont au creux de la vague deviennent souvent otages de leurs plus fidèles et plus irréductibles militants. Ils ont alors tendance à refaire le monde à leur image idéologique et à s'éloigner plutôt qu'à se rapprocher du courant majoritaire. Sans l'offre de partenariat, le Oui n'aurait jamais atteint les sommets du dernier référendum. Sans elle, la présence du Bloc québécois à Ottawa perd encore un pan du peu de sens qui lui reste.

Cela dit, dans le scénario d'un autre référendum, l'aboutissement de la réflexion actuelle ne pourrait qu'être une question plus directe que celles des deux précédents référendums. La cohérence voudrait qu'elle soit forcément axée sur la nécessaire rupture entre le Québec et le Canada plutôt que sur une hypothétique nouvelle relation entre les deux.

Cela s'appelle en langage fédéral et fédéraliste une question claire. Et c'était le principal objectif de toute la démarche qui a abouti à la Loi sur la clarté référendaire de M. Dion!

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Entente sur la chasse à la sauvagine sur la rivière Des-Prairies

Les chasseurs pourront continuer de chasser... jusqu'à midi

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Le Conseil d'arrondissement Rivière-des-Prairies et Pointe-aux-Trembles et les chasseurs de ce secteur en sont venus dans la nuit de jeudi à vendredi dernier à une entente qui pourrait faire école en matière de chasse à la sauvagine tout autour de la métropole.

Selon le porte-parole des chasseurs de l'Est, Jean-Maurice Demers, le conseil d'arrondissement proposera au Comité exécutif de la ville de modifier le projet de règlement qu'il a approuvé à la fin d'août et qui devait interdire dès cet automne la décharge d'armes à feu, quelles qu'elles soient, sur la rivière Des-Prairies devant les deux quartiers de la pointe est de l'île.

Les chasseurs de l'Est de la métropole ont vivement réagi à l'annonce de cet éventuel interdit qui vise en réalité à interdire la chasse aux canards sur la rivière Des-Prairies par l'entremise d'une interdiction générale d'utilisation des armes à feu sur les eaux limitrophes de la métropole. Le foyer de cette contestation a pris naissance dans une taverne de Pointe-aux-Trembles. Une quarantaine de chasseurs se sont présentés la semaine dernière à la séance du conseil de leur arrondissement et n'ont pas accepté le bâillon qu'on voulait imposer à leurs porte-parole. La police, invitée à intervenir, est toutefois demeurée neutre dans cette affaire.

Des négociations informelles ont par la suite débuté car, du côté de la Ville, on a été frappé par l'aplomb des

arguments des chasseurs et l'importante documentation que leur avait fournie la Fédération québécoise de la faune et par l'expertise de son affilié local, l'Association des sauvaginsiers de la Rive-Nord.

Le nouveau protocole

À la fin de ces pourparlers, les deux parties ont convenu que les chasseurs cesseraient de chasser tous les jours de l'automne à midi, sauf le jour de l'ouverture où la chasse sera pratiquée toute la journée. Selon Jean-Maurice Demers, les chasseurs ont aussi convenu de ne pas tirer en direction de la rive et de se tenir à un minimum de 100 mètres, une distance au-delà de laquelle les fusils ne posent aucun problème de sécurité.

Une entente quelque peu différente autorise la chasse sur les rives fluviales en face de Longueuil: les chasseurs se retirent à neuf heures pour que les cyclistes puissent bénéficier de la piste riveraine. Ils peuvent s'installer à 30 mètres de la rive sauf s'il y a des maisons en bordure: la distance à respecter est alors de 200 mètres.

Le «règlement anti-chasse de Montréal», comme l'ont baptisé les chasseurs de l'Est, interdisait non pas la chasse mais l'utilisation de toutes les armes à feu, carabines et fusils, même si ces derniers n'ont aucune efficacité à longue distance. Les chasseurs ont menacé de recourir aux tribunaux pour faire invalider le règlement en instance d'adoption en se basant sur la reconnaissance législative du «droit de chasser», entérinée l'an dernier

par l'Assemblée nationale. Le projet de règlement de Montréal, qui avait franchi l'étape du Comité exécutif, était le résultat de plaintes de citoyens qui voulaient mettre un terme à la «chasse» elle-même, comme le stipulent les procès-verbaux des réunions auxquelles ils ont participé. Or la chasse est une activité réglementée, par permis provincial, ce que ne peut entraver une ville par règlement à moins d'avoir des motifs de sécurité valables, ce qui n'est pas le cas des fusils.

Quant au bruit des détonations, qui se concentrent véritablement dans les deux premières journées de la chasse, il respecterait les normes municipales et provinciales, ce qui n'empêche pas plusieurs citoyens de craindre ces détonations. «C'est comme le tonnerre. La plupart des gens deviennent inquiets dès qu'ils entendent le tonnerre à cinq kilomètres de chez eux, même s'ils savent que leur sécurité n'est pas en jeu», dit M. Demers.

Quant aux porte-parole des chasseurs, ils vont réunir les nemrods à la taverne de Pointe-aux-Trembles demain soir pour les convaincre d'appliquer ce nouveau protocole dès le début de la chasse, dans quelques jours. Et cela, même si rien ne les oblige au plan réglementaire.

«C'est le meilleur moyen de démontrer que la chasse en ville est possible, que la majorité des chasseurs est capable d'adopter un comportement éthique et qu'un règlement similaire pourrait être valable pour toute l'île de Montréal et les cours d'eau voisins», conclut le porte-parole improvisé des chasseurs de l'Est.

Apportez votre joint...



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

UN FUTUR CLIENT du café-restaurant «apportez votre joint» qui ouvrira à la fin du mois dans le Quartier latin? Le Bloc Pot et le Parti marijuana confirment en effet leur volonté d'ouvrir un tel établissement rue Saint-Denis à Montréal, destiné aux consommateurs de marijuana. La vente de cannabis n'y sera pas pratiquée, mais les clients pourront y fumer leurs propres joints, se procurer du papier à rouler et des graines de cannabis...

Incendies de forêt

D'autres pompiers québécois dépêchés en Colombie-Britannique

LE DEVOIR ET PRESSE CANADIENNE

Alors que des vents violents redonnent vie à l'incendie de forêt du parc de l'Okanagan Mountain, de nouveaux effectifs de pompiers du Québec sont dépêchés en renfort en Colombie-Britannique.

Dès aujourd'hui, 66 pompiers forestiers québécois joindront leurs efforts aux sapeurs-pompiers de l'Ouest canadien qui ont combattu cette fin de semaine des feux ragaillardis par d'importantes rafales de vent. Déjà, 47 sapeurs québécois sont sur place depuis la fin de juillet, et la Société québécoise de protection des forêts contre le feu a prêté six avions-citerne et de l'équipement pour tenter de combattre le brasier qui brûle depuis maintenant trois semaines.

Près de 1000 personnes ont dû évacuer leur résidence dans la nuit de samedi à dimanche lorsque des rafales ont commencé à pousser les flammes vers la ville. L'ordre d'évacuation a touché près de 330 résidences et 990 de leurs occupants. Au total, 4200 personnes ont été évacuées de leur résidence à Kelowna. De plus, près de 15 000 autres résidents ont été avertis de se tenir prêts en cas d'évacuation.

Le brasier a déjà détruit près de 240 maisons dans cette ville de la vallée de l'Okanagan de 100 000 habitants. Au nord de Kamloops, 750 personnes du village du centre de ski Sun Peaks ont dû quitter leur résidence en raison du feu qui fait rage à McGillivray Lake.

L'avis d'évacuation est une mesure préventive puisque l'incendie qui a ravagé 102 kilomètres carrés est à cinq kilomètres du village mais a réussi à traverser un couloir coupe-feu.

À Kelowna, les vents imprévisibles ont forcé les officiers en place à demander aux sapeurs-pompiers de se retirer de la ligne de feu. Cet avis devait être levé en soirée hier.

EN BREF

Portes ouvertes à la ferme

(Le Devoir) — Après les musées, les fermes! C'était journée portes ouvertes hier dans plus de 200 fermes du Québec, grâce à une initiative de l'Union des producteurs agricoles. Pour une première fois, l'UPA conviait en effet toute la population à venir explorer une ferme québécoise, et ce, gratuitement. En plus de se familiariser avec la vie à la ferme, les visiteurs pouvaient découvrir les divers types de production, voir de près les animaux et l'équipement aratoire, et déguster les produits de la ferme.

Les Vancouverois à sec

(PC) — Sachant que les réserves d'eau de la région de Vancouver pourraient être à sec cet automne, le premier ministre de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell, a indiqué qu'il allait rester moins longtemps sous la douche. Les résidents de la Colombie-Britannique sont aux prises avec l'été le plus sec de l'histoire de la province. Les autorités soutiennent que si la population continue de consommer l'eau au rythme actuel, soit deux milliards de litres par jour, les réserves d'eau du Grand Vancouver auront été épuisées à la mi-octobre.

Destinations

LE PATRON VEUT VOUS VOIR...
détendu!
Pour vos réunions d'affaires
Courtoisie, Cuisine, Calme, Charme et Caractère sont à l'ordre du jour

LEAU À LA BOUCHE
HOTEL-RESTAURANT

RELAYS GOURMANDS

www.leualabouche.com Ste-Adèle 450.229.2991

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Jean de Billy au (514) 985-3322 ou à jdebilly@ledevoir.com

Profitez de rabais "fin de saison" sur nos Safari Condo 2003 et épargnez 4000\$

Disponibles en trois longueurs: 16, 18 et 20 pieds; et douze modèles au choix!

Le motorisé le plus vendu au Québec!



Safari Condo
www.safaricondo.com

Venez nous rencontrer aux GALERIES D'ANJOU du 8 au 14 septembre dans le mall Sears

Pour plus d'information : 1 877 806-3666

• LES ACTUALITÉS •

Londres simule un attentat chimique pour mieux se préparer à l'inévitable

ÉRIC THOMAS
AGENCE FRANCE-PRESSE

Londres — Tentes de décontamination, policiers en combinaisons de protection, quartier bouclé: la City de Londres a pris des allures de film catastrophe hier, le temps d'un exercice simulé d'un attentat chimique, alors que Scotland Yard juge inévitable un acte terroriste en Grande-Bretagne.

A quatre jours du deuxième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, quelque 500 policiers, pompiers, personnels hospitaliers et employés du métro londonien ont participé à cet exercice grandeur nature en plein centre du quartier des affaires.

Le scénario retenu rappelle étrangement l'attentat au gaz sarin perpétré par la secte japonaise Aum dans le métro de Tokyo en mars 1995, qui avait fait 12 morts et des milliers de blessés.

L'exercice londonien, visant à tester de nouveaux équipements de décontamination, a lui aussi simulé une attaque à un produit chimique indéterminé dans l'antique «Tube» londonien, à la station Bank.

Hier peu avant midi, le conducteur d'une rame signalait l'incident à son centre de contrôle. La rame s'immobilise à une cinquantaine de mètres de la station. Quelques minutes plus tard, les premiers véhicules de secours sont sur place, aidés par le trafic dominical quasi inexistant dans ce quartier de bureaux.

Rapidement, les pompiers installent des tentes de décontamination orange près des entrées du métro Bank, alors que les rues avoisinantes sont fermées à la circulation. Des experts en combinaison de protection, armés d'appareils de détection, tentent de déterminer la nature du mystérieux agent chimique.

Lorsqu'arrivent en surface les premières «victimes» — jouées par une soixantaine d'apprentis-policiers — valides —, elles se voient remettre une ample cape en plastique orange à l'abri de laquelle ils se débarrassent de leurs vêtements contaminés. Les premiers soins



La City de Londres a pris des allures de film catastrophe hier, le temps d'un exercice simulé d'un attentat chimique.

sont donnés sur place, les cas les plus graves étant transférés vers l'hôpital le plus proche.

Quelque 120 mètres sous terre, dans la station et la pénombre du tunnel, les secouristes s'affairent avec méthode et dans le calme, loin de la panique qui ne manquerait pas d'agiter la scène en cas de véritable attentat.

Un succès

«Notre première opinion à la fin de l'exercice est que les éléments que

nous avions prévu de tester ont bien fonctionné», a déclaré le secrétaire d'État chargé de la protection civile, Nick Raynsford, à la fin de l'exercice. Les autorités ont pris soin de préciser que cet exercice, planifié depuis de longs mois, ne répondait à aucune menace terroriste spécifique.

«Nous devons tester notre réponse à ce qui pourrait se passer en cas d'attaque terroriste», a expliqué hier le ministre des Transports, Alistair Darling. Malheureusement, nous vi-

vons dans un monde où une attaque contre Londres ne peut être exclue.

Jeudi dernier, le ministre de l'Intérieur David Blunkett avait prévenu qu'un attentat suicide à Londres serait une «conclusion logique» de l'engagement de la Grande-Bretagne aux côtés des États-Unis dans la lutte antiterroriste depuis le 11 septembre 2001.

Il s'était toutefois refusé à utiliser l'adjectif «inévitable» comme l'avait fait la veille le chef de Scotland Yard John Stevens.

Afghanistan

Un général canadien prévoit une augmentation du risque d'attentats

STEPHEN THORNE
PRESSE CANADIENNE

Kaboul — Les troupes canadiennes poursuivront leurs patrouilles de reconnaissance dans les montagnes afghanes, parce que tout indique que la résistance s'amplifiera autour de Kaboul, même s'il n'y a eu aucun attentat depuis le 7 juin, prévoit le plus haut gradé canadien en Afghanistan.

«Il n'y a eu aucune tentative d'attentat suicide à la bombe et aucune personne n'a été abattue [...] depuis l'attentat contre l'autobus allemand», a indiqué le major-général Andrew Leslie en entrevue, hier. Mais le général reconnaît que la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) prévoit qu'avec l'adoucissement de la température, les incidents vont reprendre.

Le dernier remonte au 7 juin, quand un taxi bourré d'explosifs a foncé contre un autobus transportant des Casques bleus allemands à l'aéroport en vue de leur retour au pays. Quatre Allemands ont été tués et 29 autres blessés.

Le général Leslie, commandant adjoint de la force sous commandement de l'OTAN, à laquelle le Canada fournit 1950 soldats, a expliqué que des informateurs les prévenaient, chaque jour, des attaques potentielles. Des arrestations ont été effectuées et des complots ont effectivement été déjoués, dit-il.

Tous les deux jours environ, on lui rapporte que des insurgés franchissent la frontière du Pakistan. Mais plusieurs de ces rapports ne sont pas fondés. La plupart des informateurs sont peu fiables, ajou-

te-t-il. Cependant, des alliés ont confirmé que de petits groupes de trois ou quatre individus se trouvaient dans les parages de la frontière afghane et projetaient de se livrer à des attentats suicide contre les forces américaines et celles de la FIAS en Afghanistan. La FIAS est responsable de la sécurité à Kaboul et de celle du gouvernement de transition du président Hamid Karzai.

Le général Leslie a indiqué que certaines incursions survenues dans les provinces de Paktika et Paktia, juste au sud de Kaboul, se chiffraient à 300. Des attaques et divers incidents se sont produits de plus en plus près de Kaboul ces dernières semaines.

Les forces de la coalition dirigées par les États-Unis — non membres de la FIAS — doivent affronter des insurgés principalement à l'est et au sud, tandis que plusieurs zones autour du périmètre de la capitale ont été laissées sans surveillance depuis plus d'un an.

Le 20 août, la FIAS a presque doublé le secteur assigné au contingent canadien, englobant des régions éloignées des rues de la ville.

Le général Leslie a déclaré que les soldats effectuent leurs patrouilles en montagne en plein jour, de façon très ouverte, afin de manifester la présence des militaires et d'exercer un effet dissuasif sur d'éventuels insurgés. Ces missions de reconnaissance démontrent aussi aux autorités afghanes, aux forces militaires nationales et aux milices locales que la FIAS est prête à collaborer à leurs efforts.

Une première visite

Le maire de Paris se dit «plus que séduit» par le Canada

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le maire de Paris Bertrand Delanoë, qui voyage pour la première fois de sa vie au Canada, s'est dit hier «plus que séduit» par ce qu'il a vu après avoir visité Québec, Toronto et Montréal.

«J'ai été vraiment plus que séduit», a-t-il déclaré à l'AFP avant de s'entretenir hier soir avec le maire de Montréal, Gérald Tremblay.

Le Québec, «ça fait partie de notre culture, de notre histoire» et «je sens une sorte de familiarité», a-t-il indiqué. «Mais j'ai été aussi très séduit par des villes aussi différentes que Québec, Toronto et Montréal, qui ont vraiment de la vitalité, du charme, de la joie de vivre et, en même temps, des difficultés à surmonter, comme à Paris», a-t-il ajouté.

Arrivé jeudi à Québec, M. Delanoë s'est rendu samedi à Toronto «pour apporter aux habitants de la ville un message de solidarité de Paris après l'épidémie» de pneumonie atypique «et la

panne d'électricité». Cette épidémie a coûté la vie à 44 personnes dans la capitale de l'Ontario cette année.

Il a rencontré son homologue Mel Lastman.

«L'idée est de développer les relations entre Toronto et Paris sur le thème de la démocratie locale, de l'urbanisme et de la culture», a-t-il souligné.

À Montréal

Il devait discuter encore d'urbanisme hier soir avec le maire de Montréal, ainsi que de décentralisation, de partenariat entre communes, de démocratie de proximité, tout comme de francophonie, sujet incontournable dans la «deuxième grande ville francophone du monde», d'autant que M. Delanoë préside l'Association internationale des maires francophones (AIMF).

Avant de rentrer à Paris demain, le maire se rendra aujourd'hui à Saint-Pierre-et-Miquelon, petit archipel français au large de Terre-Neuve.

Passionnément JAZZ



► 18 h tous les jours

100.7 FM
Chaîne culturelle
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/radio

LOTTO QUÉBEC

Résultats

Tirage du 2003-09-05		GAGNANTS		LOTS	
SUPER 7	7/7	2	6 324	213,20 \$	
	6/7+	6	87	350,70 \$	
06 14 26 35 36 44 47	6/7	194	2	363,80 \$	
Complémentaire: (30)	5/7	11 259		145,40 \$	
Ventes totales: 28 323 010 \$	4/7	232 754		10,00 \$	
Prochain gros lot: 15 000 000 \$	3/7+	211 252		10,00 \$	
	3/7	1 948 876		Participation gratuite	

SUPER 7 PROCHAIN GROS LOT BONI LE 12 SEPTEMBRE 2003 **15 000 000 \$**

Tirage du 2003-09-06		GAGNANTS		LOTS	
649	6/6	0	2 000	000,00 \$	
	5/6+	4	129	612,10 \$	
11 27 41 45 46 49	5/6	141	2	941,50 \$	
Complémentaire: (22)	4/6	9 599		82,80 \$	
Ventes totales: 11 908 476 \$	3/6	190 249		10,00 \$	
Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 \$					

Tirage du 2003-09-06		GAGNANTS		LOTS	
49	6/6	0	1 000	000,00 \$	
	5/6+	0	50	000,00 \$	
03 06 08 09 10 44	5/6	46		500,00 \$	
Complémentaire: (22)	4/6	2 019		50,00 \$	
Ventes totales: 663 600,50 \$	3/6	31 753		5,00 \$	

Tirage du 2003-09-06		GAGNANTS		LOTS	
649 + 49	6/6	66		757,58 \$	
	5/6+	192		130,21 \$	
25 33 40 42	5/6	56		446,43 \$	
03 09 17 24					
05 29 39 41					

*Seules les collections participant au Lotto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

Tirage du 2003-09-05		Tirage du 2003-09-06	
Extra		Extra	
NUMÉRO	LOT	NUMÉRO	LOT
130360	100 000 \$	562766	100 000 \$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants passeront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

• LE DEVOIR •

LE MONDE

Moins d'une semaine pour obtempérer

Ultimatum américain aux milices chiites

«S'ils résistent, nous les arrêterons et les mettrons en prison»

AGENCE FRANCE-PRESSE

Nadjaf — La coalition américano-britannique a sommé hier les milices chiites qui ont pris position dans les rues des villes du centre de l'Irak après l'attentat de Nadjaf le 29 août, de désarmer d'ici à samedi prochain, mais l'une de ces milices a aussitôt rejeté cet ultimatum.

Un porte-parole des Marines à Nadjaf a lancé cet ultimatum. «Après cela, nous allons prendre leurs armes, et s'ils résistent, nous les arrêterons et les mettrons en prison», a déclaré hier à l'AFP le capitaine Edward Lofland.

La milice du jeune imam radical Moqtada Sadr ne déposera pas les armes d'ici à samedi comme le réclame l'armée américaine, a affirmé un membre du bureau du dignitaire religieux à Najaf.

«Nous n'obéissons qu'à Dieu et à nos dirigeants religieux. Peu nous importe ce que disent les Américains», a déclaré à l'AFP cheikh Jaouad al-Issaoui.

Selon le capitaine Lofland, la coalition avait demandé au Conseil de gouvernement transitoire irakien d'appeler toutes les milices à désarmer volontairement avant la date limite. Mais, l'un des membres de ce conseil, Mouaffak al-Roubai, a déclaré à l'AFP que son gouvernement n'avait pas été informé de l'ultimatum américain, ajoutant que le sujet «n'avait pas été discuté par le Conseil».

Le chef du bureau du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRI) à Nadjaf, l'hojatoleslam Sadreddine al-Koubbanji, a approuvé l'ultimatum, mais a demandé à la coalition d'autoriser davantage de personnes à protéger les sanctuaires islamiques et les dignitaires religieux.

«Je pense qu'en principe il n'y a pas de problème. L'essentiel, c'est que ceux qui portent des armes devraient le faire selon les règles et avec des autorisations», a-t-il dit. «Les habitants de Nadjaf ont essayé de former une force pour protéger leurs institutions religieuses et leurs dirigeants mais la coalition s'y est opposée. Si les forces de la coalition n'assument pas leur rôle pour traquer les membres de l'ancien régime et refusent de permettre aux gens de porter des armes, ce sera le chaos», a-t-il déclaré.

Barrages

Les responsables américains ont permis à des membres de milices de servir de force de protection des lieux saints chiites après la mort du chef du CSRI Mohammad Baqer Hakim dans un attentat qui a fait plus de 80 morts le 29 août devant le mausolée d'Ali à Nadjaf.

Mais d'autres membres de milices ont installé des barrages et effectué des patrouilles armées à Nadjaf et dans la ville sainte voisine de Koufa.

Le capitaine Lofland a affirmé que ces groupes devraient être désarmés d'une façon ou d'une

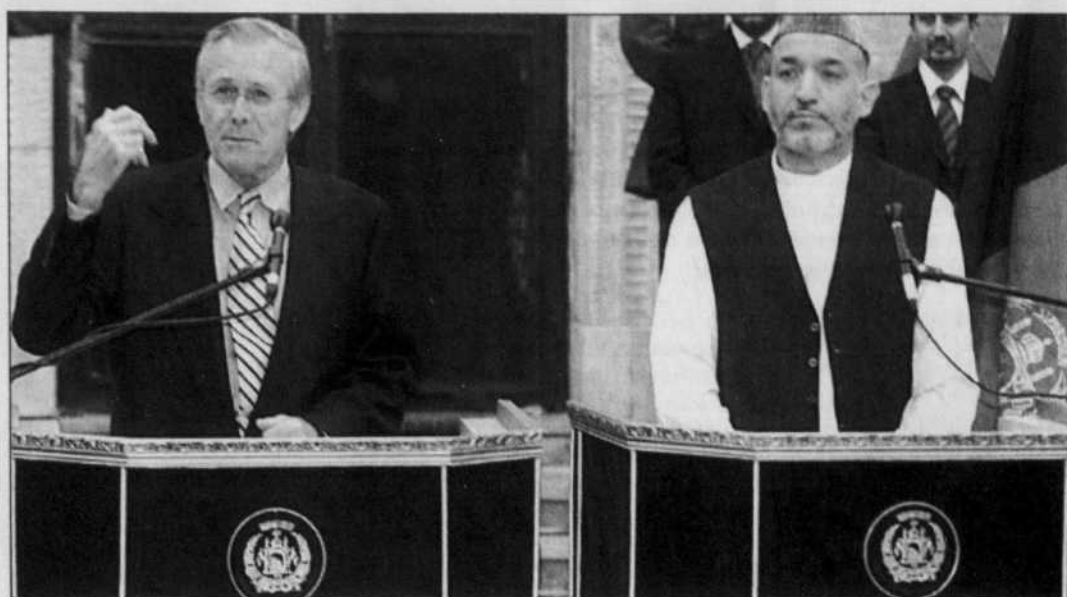
autre. «Nous sommes ici pour protéger la population de Nadjaf. Nous ne voulons aucune confrontation», a-t-il dit. «Il est mieux pour nous qu'ils le fassent d'eux-mêmes plutôt que de le faire nous-mêmes.»

«Nous ne reculerons pas. Nous n'hésiterons pas à les désarmer par la force si nécessaire», a cependant prévenu le capitaine Lofland.

Il a souligné que ce déploiement était une violation de l'interdiction des milices par la coalition en juin mais que celle-ci avait décidé de fermer les yeux pendant les trois jours de funérailles. Ce délai a ensuite été étendu jusqu'à samedi, parce qu'il y avait une certaine confusion à propos de qui était autorisé à porter des armes», a-t-il expliqué.

«S'il était évident qu'ils sont une force d'opposition, nous ne leur aurions pas accordé ce délai de grâce, nous les aurions déjà désarmés de force», a-t-il poursuivi.

«Notre idée initiale est de faire appel à la police irakienne, c'est leur ville. Nous sommes ici pour soutenir, pas pour contrôler», a-t-il dit, affirmant qu'une action militaire américaine n'interviendrait qu'en dernier ressort. Il a souligné que la mesure s'appliquait non seulement à la milice de Moqtada Sadr, mais aussi à la branche armée du CSRI, la brigade Badr, et qu'à l'expiration du délai les seules personnes autorisées à porter des armes seraient les membres de groupes en uniforme officiellement habilités par la coalition.



AHMAD MASOOD REUTERS

Le secrétaire d'État américain à la Défense Donald Rumsfeld et le président afghan Hamid Karzai.

Rumsfeld apporte son soutien à Karzai confronté à une situation instable

ASSOCIATED PRESS

Kaboul — Près de deux ans après la chute du régime taliban, la situation est toujours aussi instable en Afghanistan. Afin d'y remédier, plus de 300 responsables tribaux, religieux et politiques se sont rassemblés hier dans la province de Zaboul (sud), tandis que Donald Rumsfeld est venu apporter son soutien au président afghan Hamid Karzai.

«C'est une situation qui nécessite une attention continue», a observé le secrétaire américain à la Défense lors d'une conférence de presse à Kaboul. «Cela se produit sur toute la planète. Cela prouve que la lutte internationale contre le terrorisme n'est pas un problème dans un seul pays ou pour un seul pays», a-t-il ajouté. Évoquant plus particulièrement la sécurité le long de la frontière avec le Pakistan, M. Karzai a

rapporté que le président pakistanais Pervez Musharraf avait promis que «tout sera mis en œuvre pour arrêter les activités terroristes en Afghanistan». Il a espéré que «l'approche plus stricte du Pakistan contre les incursions des talibans en Afghanistan, contre le terrorisme, produira les effets désirés».

Donald Rumsfeld, a aussi déclaré avoir bon espoir que l'OTAN puisse étendre ses opérations de maintien de la paix en dehors de la capitale Kaboul, ajoutant que la responsabilité de la sécurité incombe de toute façon en priorité aux Afghans.

Après une visite en Irak la veille, Rumsfeld est venu apporter son soutien au président afghan, lequel est confronté à une résurgence des talibans et tente de diminuer l'influence des chefs de guerre. Un responsable de l'administration Bush a rapporté que les

États-Unis allaient augmenter leurs dépenses en Afghanistan. Plus d'une centaine de talibans ont été tués depuis le 30 août.

Quatre soldats américains ont par ailleurs trouvé la mort le mois dernier. Environ 9000 soldats américains sont déployés en Afghanistan, tandis que l'OTAN mobilise 5000 hommes à Kaboul sous l'égide de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF).

Un peu plus tôt dans la journée, Rumsfeld s'était rendu à Gardez (est), où 80 soldats américains sont stationnés. Il a déjeuné en leur compagnie dans le fort qui leur sert de quartier général. Le gouverneur de la province de Paktia, Assad Wafa, a remercié le ministre américain pour sa visite. «J'espère qu'avec votre aide et votre soutien, nous connaîtrons la prospérité et la sécurité dans tout le pays», a-t-il dit.

Le gouverneur Gray Davis fait soudain demi-tour

Les sans-papiers californiens peuvent conduire

ANNETTE LÉVY-WILLARD
LIBÉRATION

Los Angeles — Les deux millions (ou plus) de sans-papiers de Californie pourront dorénavant passer leur permis de conduire. C'est la loi que vient de signer vendredi le gouverneur Gray Davis, en pleine tourmente, dont le sort doit se décider le 7 octobre au cours d'un vote sur son «rappel» (recall) et son éventuel remplacement par l'un des 135 candidats à son poste.

Par deux fois le gouverneur avait pourtant opposé son veto au projet de loi soumis au parlement californien. Cette fois, dans la frénésie des élections Davis a soudain changé d'avis. La course aux votes des Latinos qui représentent 14 % de l'électorat?

En tout cas, les émigrés illégaux n'auront plus besoin de prouver qu'ils ont un numéro de sécurité sociale — et donc sont des résidents officiels de l'état de Californie — pour se présenter au permis de conduire.

Le permis de conduire servant de carte d'identité aux États-Unis, la nouvelle loi sort de la clandestinité ces millions d'émigrés.

Dans un discours en espagnol devant une foule en-

thousiaste, le gouverneur a expliqué que «ces émigrés qui travaillent très dur auront le droit d'aller au travail en voiture». Les clandestins étaient contraints d'utiliser l'insuffisant réseau de transport public au prix de longues heures quotidiennes dans un État où la voiture est indispensable.

Les candidats républicains au poste de gouverneur, Arnold Schwarzenegger en tête, ont dénoncé cette loi qui, disent-ils, tourne en dérision les lois fédérales sur l'immigration.

Schwarzenegger, lui-même immigré d'Autriche, a justifié sa position en défendant la nécessité de régulariser la situation des immigrés.

Il a d'ailleurs annoncé que dès qu'il serait élu il se proposait d'annuler de nouveau aussitôt cette loi sur le permis de conduire qui datait de 1994. Ce qui ne va pas le rendre populaire auprès des hispaniques qui, d'après les sondages, étaient plutôt séduits au début de l'annonce de la candidature de la star.

Aujourd'hui, selon les derniers sondages, Terminator serait anéanti par le démocrate Cruz Bustamante. Mais le gouverneur Davis remonte dans l'estime des Californiens — après avoir publiquement reconnu «ses erreurs» — et certains experts n'excluent plus que le futur gouverneur de Californie ne soit autre que le gouverneur Davis.

E N B R E F

Pyongyang veut des garanties

Washington/Séoul (AP) — Les États-Unis vont consulter leurs alliés pour savoir quelle sorte d'assurance ils peuvent fournir à la Corée du Nord en matière de sécurité pour que le pays communiste mette fin à son programme d'armement nucléaire, a annoncé hier le secrétaire d'État américain Colin Powell. Au cours des discussions auxquelles six pays participaient à Pékin, la Corée du Nord a annoncé qu'elle désarmerait si les États-Unis reprenaient la livraison de pétrole, fournissaient une aide économique et humanitaire, signaient un traité de non-agression et nouaient des liens diplomatiques. «Actuellement, le premier défi devant nous, c'est que la Corée du Nord dise clairement qu'elle est prête à abandonner complètement son programme d'armement nucléaire d'une manière vérifiable», a déclaré Colin Powell sur la chaîne de télévision ABC. «Et nous savons ce qu'ils attendent de nous, la seule chose qu'ils nous ont demandé, les États-Unis, c'est une sorte d'assurance-sécurité.» Selon certaines spéculations à Washington, la Corée du Nord pourrait en effet procéder à un test nucléaire de-

main, jour anniversaire de la création de la République populaire démocratique de Corée, nom officiel du pays.

Nouvelles menaces

Dubaï (Reuters) — Dans un enregistrement audio daté du 3 septembre et diffusé hier par la chaîne de télévision al-Arabiya, un homme affirmant parler au nom d'al-Qaïda promet de frapper des Américains partout dans le monde, à quelques jours du deuxième anniversaire, jeudi, des attentats suicide du 11 septembre 2001 attribués au réseau d'Oussama ben Laden. «Nous annonçons qu'il va y avoir de nouveaux attentats à l'intérieur [des États-Unis] et ailleurs, qui feront oublier à l'Amérique le 11 septembre», a déclaré ce porte-parole. Les États-Unis ont fait savoir ces derniers jours qu'ils étaient en état d'alerte pour parer à tout nouvel attentat. Depuis le début de l'année, al-Qaïda a lancé cinq autres avertissements de la sorte, au moyen d'enregistrements audio. En 2001, de même, Ben Laden et ses lieutenants avaient fait plusieurs apparitions sur des cassettes vidéo pour promettre de nouveaux at-

tentats. Ce porte-parole de la nébuleuse islamiste affirme, dans l'enregistrement, s'appeler Abou Abdel-Rahman al-Nadji. Son identité n'a pu être vérifiée par aucune source indépendante. Pendant qu'elle diffusait la cassette, la chaîne a montré une photo d'identité d'un activiste barbu, portant une coiffe. L'Arabie saoudite refuserait à Washington l'accès à plusieurs détenus

Refus saoudien

New York (AFP) — Les Saoudiens ont refusé aux États-Unis l'accès à plusieurs détenus, dont un Saoudien soupçonné d'avoir des éléments sur un complot visant à répandre un gaz empoisonné dans le métro de New York, selon l'hebdomadaire Time à paraître aujourd'hui. Les autorités américaines veulent interroger ce Saoudien pour savoir à quel point d'avancement est ce projet et s'il compte des complices aux États-Unis, précise le magazine. Les Saoudiens n'ont donné aucun détail sur cet homme aux Américains, assure Time. Près de trois Américains sur quatre (72 %) ne font pas confiance à l'Arabie Saoudite pour être un allié sûr des États-Unis, selon un sondage CNN/Time publié hier.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LE NOUVEAU MONTRÉAL

VOUS ÊTES tous cordialement INVITÉS aux séances d'information sur le nouveau projet de modèle d'organisation de la ville.

Mercredi
10 septembre

19 h

BUREAU DE L'ARRONDISSEMENT
DE BEAUCONSFIELD-BAIE-D'URFÉ
303, boul. BeaconsfieldJeudi
11 septembre

19 h

CEGEP AHUNTSIC
9155, rue Saint-Hubert
AuditoriumENCORE
mieux!

... pour moi!

proximité décisions accélérées services de qualité
simplicité autonomie efficacité respect identités

... pour le nouveau Montréal!

métropole ouverture sur le monde
vitalité équité mise en commun

Montréal

UNE VILLE À RÉUSSIR ENSEMBLE

É D I T O R I A L

La commission mirage

La commission parlementaire sur le financement des universités n'aura lieu qu'en janvier mais tout le milieu n'y associe qu'un seul mot: urgence. Le cri d'alarme lancé par Heather Munroe-Blum, principale de l'Université McGill, dans *Le Devoir* la semaine dernière trouve des échos partout. Les attentes seraient-elles trop grandes?

Les universités québécoises sortent d'une léthargie structurelle. Le réseau, tel qu'on le connaît aujourd'hui, s'est parachevé dans les années 70: le bassin de professeurs venait de se combler pour 30 ans. Restait à gérer la hausse de clientèle et les projets de développement.

Puis vint l'ère des compressions budgétaires: elles ont fait mal et arrêté bien des élans. Le jour où elles ont pris fin sonna celui du renouvellement du corps professoral, que les départs à la retraite rendent aussi massif que le recrutement d'il y a 30 ans — avec le même manque de diplômés pour pourvoir tous les postes vacants.

Mais la ressemblance s'arrête là. L'aspirant-professeur d'aujourd'hui — et pour les universités, c'est un choc culturel et financier de le constater — n'est plus celui d'hier. Plus ouvert que jamais sur le monde, il voit les salaires versés ici, le soutien donné là, l'état des laboratoires là-bas, celui des bibliothèques ailleurs. Alors il compte, il soupèse, il compare. Et, pour chaque université, ce marchandage est un miroir qui lui renvoie l'image de toutes ses lacunes.

Bien sûr, on ne s'arrache pas les professeurs dans tous les secteurs. Mais comme le budget des universités n'est pas illimité, au coût d'une embauche doit correspondre une économie: 900 étudiants assistant en même temps à un cours de biologie, comme on le voit à McGill par exemple. Comment, dès lors, maintenir la qualité, attirer les étudiants? La commission parlementaire promise par le gouvernement libéral permettra, on l'espère, de remettre les pendules financières à jour.

D'ailleurs, le PLQ lui-même indiquait dans son programme électoral: «Il faut reconnaître qu'il y a un grave problème de sous-financement des universités et qu'un redressement s'impose. Il importe d'en préciser la portée et de fixer les paramètres et l'échéancier d'une telle opération. Un tel plan ne peut être concocté derrière des portes closes [...]». Le gouvernement précédent, lui, lit-on encore dans le document, a non seulement sabré les dépenses, mais eu une attitude «ambivalente, sinon intellectuellement malhonnête». Les libéraux, eux, ont compris l'apport indispensable de l'université à la société. D'où cette commission parlementaire promise dès leur première année au pouvoir.

Pourtant, il se dégage déjà de cette lointaine commission l'ombre d'un mirage. Le redressement qu'espèrent les universités ne pourra pas attendre dix ans. Or le gouvernement s'est déjà enfoncé dans une logique où rien ne pourra bouger à court terme. En effet, on ne peut à la fois invoquer une crise des finances publiques, promettre des réductions d'impôt, s'engager à maintenir le gel des droits de scolarité durant tout son mandat, et discuter sereinement du redressement financier dans le monde universitaire. Le débat n'a aucun sens.

Il y a certes des solutions qui s'imposent, comme l'augmentation des droits de scolarité. Entre la dérive américaine et le faux modèle français (l'élite fréquentant les coûteuses grandes écoles plutôt que les quasi-gratuites universités), le Québec peut, sans rougir, ajuster à la hausse des frais qui ne sont pas exorbitants, et qui donnent accès à des emplois mieux rémunérés que ceux des non-diplômés. Mais cette stratégie ne comblera pas tous les besoins. Même dans les provinces où les droits de scolarité sont de deux à trois fois plus élevés qu'au Québec, les universités crient famine.

Quant aux autres possibilités, elles sont des plus limitées. L'appel au secteur privé? Outre que, selon la dynamique libérale, tous les ministères, du transport à la culture, devraient le solliciter, il souffre d'une terrible lacune: on ne lui fait pas faire n'importe quoi. Payer le chauffage? Très peu pour lui. Le salaire d'une secrétaire? Quelle folie! Le bac en enseignement primaire, en philosophie, en journalisme? Vous n'y pensez pas!!! (Et effectivement, il ne vaut mieux pas!)

Il y a bien le fédéral, mais Paul Martin n'a pas encore réputation de délier les cordons de la bourse facilement pour les provinces.

Alors, qui donc reste-t-il pour le «redressement qui s'impose»? L'État québécois — celui-là même qui parle aujourd'hui la langue des réductions d'impôt et qui se fera dire que le financement des universités coûte déjà 1,7 milliard par année. Un très mauvais mélange dans un Québec qui n'est pas encore convaincu de l'absolue pertinence des études supérieures. De toute façon, le nouveau gouvernement a déjà annoncé que son nouvel investissement pour les universités serait de 240 millions en cinq ans.

D'où la question: à quoi servira donc la commission? Ne discutera-t-on que d'un nouveau partage d'une tarte déjà cuite? Alors on reverra une dynamique sans issue, où chacun voudra la meilleure part: Montréal contre les régions; les vieilles universités, qui réclameront le monopole de la recherche, contre les plus récentes, qui revendiqueront elles aussi le créneau de l'expertise et de l'innovation. Et cela fera, encore une fois, de bien beaux mais pauvres débats.

jboileau@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Que nos garderies soient bien gardées

Il n'y a pas une façon simple de régler le problème des garderies? Une façon qui va rendre heureux tous ceux qui doivent intervenir. Établisons que 60 % des parents ont juste ce qu'il faut pour payer les 5 \$ exigés par jour. Et que ces parents auraient de la difficulté à payer 7 \$. Établissons que les 40 % des autres parents pourraient payer 10 \$ par jour en versant, sur ces 10 \$, 3 \$ qui combleraient pour un plus grand nombre de parents l'écart entre ce qu'ils peuvent déboursier et ce qu'ils devront déboursier. Le couple nautique qui touche deux bons salaires sera heureux d'aider l'autre qui ne touche qu'un seul et souvent trop petit salaire. De bons atouts avec tous les chiffres en main sauront établir les chiffres justes d'une telle opération. La socialisation ne peut être donnée par la meilleure des mères à son enfant. La socialisation est un apprentissage. Une socialisation précoce ne règle pas tout. Ne rêvons pas en couleurs. Il n'y a pas de solution miracle. Faire fonctionner une socialisation où les riches sont appelés à ne pas s'épanouir seuls et en privé dans leur ghetto, c'est fermer demain quelques grandes garderies à barreaux qui ne coûtent pas 7 \$ par jour par enfant mais plutôt 150 \$. Sans compter ce que le judiciaire ajoute à ces indemnités quotidiennes. Avec ou sans l'aide du Fédéral, lequel s'il jouait honnêtement se retirerait de l'éducation qu'il envahit en faisant pour la faire toutes les pirouettes et tous les jeux de mots du monde. Les patrons veulent se donner de libres garderies privées. Je n'ai rien contre. Ils doivent cependant veiller à ce que la majoritaire fonctionne bien. J'espère qu'ils ne rêvent pas de prisons privées.

Gilles Derome
Laval, 26 août 2003

En finir avec le partenariat...

L'appellation est apparue lors du référendum de 1995 afin de rafraîchir le terme association. Le concept de partenariat qui accompagne le projet souverainiste du Parti québécois n'est donc pas neuf. Il vise avant tout à rassurer les nationalistes mous au sujet de la viabilité du pays du Québec. Sauf que cette idée qui devait mieux expliquer les rapports qu'entretenaient le nou-

vel État francophone avec son voisin canadien a rapidement dérapé. La création d'une nouvelle instance appelée à régler des différends politiques et économiques est rapidement devenue un boulet pour les indépendantistes. Car elle supposait l'accord du Canada d'y envoyer des représentants afin de collaborer avec ceux du Québec. Or, il a suffi à Ottawa de judicieusement montrer qu'il n'adhérerait pas à cette structure bureaucratique pour torpiller le concept de partenariat et affaiblir le camp du OUI.

Quel soulagement aussi de voir dernièrement des membres du Parti québécois songer à abandonner cette idée. De toute façon, avouons-le tout de go: la «souveraineté-parténariat» est un pléonasme. Tout comme «monter en haut» en est un autre. La souveraineté englobe le partenariat. Il est évident qu'un pays multiplie les échanges de toutes sortes avec ses voisins! Inutile donc d'affirmer que le Québec s'empresse, au lendemain de son indépendance, de tisser des liens avec ses voisins américain et canadien: ces liens existent déjà! Qui veut provoquer la faillite de son entreprise en boudant sciemment un marché composé de millions de consommateurs en guise de représailles? Croyez-vous que l'Ontario refusera d'acheter de l'électricité au Québec alors que son réseau est en péril? Pensez-vous que les industries automobiles de cet endroit vont limoger des centaines de travailleurs parce qu'elles ont décidé de rompre avec la clientèle québécoise? Voilà des scénarios farfelus qu'il faut laisser à Hollywood en mal d'idée pour ces prochains films de série B. Les probables litiges, pareils à ceux survenus dans le passé, se régleront en ayant recours aux ressources déjà existantes sans plus.

Certes, l'idée n'avait rien d'une astuce et se voulait purement pédagogique. Cependant, l'effet redondant qu'elle provoquait en rendait l'explication impossible! D'où le flou artistique qui en découlait au grand plaisir des fédéralistes! Maintenant que le Parti québécois semble sur le point de reconnaître qu'il s'agissait d'un méandre idéologique nuisible, il pourra s'affairer à crever un second abcès: l'ornière référendaire. Ce dogme doit aussi être envoyé aux orties. Surtout qu'il y a eu consensus historique en 1995 lorsqu'une majorité de Québécois ont reconnu qu'il valait mieux gérer tous leurs impôts et rapatrier tous leurs pouvoirs. Consensus que la fraude électorale a empêché d'appliquer. C'est pourquoi une élection référendaire est légitime et est d'ailleurs actuellement souhaitée par l'ensemble des souverainistes. Un vote pour le Parti

québécois l'autorisera à déclarer l'indépendance du Québec une fois au pouvoir. L'enjeu de la prochaine élection ne pourra ainsi être plus limpide. Les ténors de cette équipe politique doivent saisir l'occasion qu'offre la prochaine course au leadership pour établir ce nouveau processus d'accession à la souveraineté. S'ils refusent, c'est une nouvelle formation politique qui s'appropriera l'idée d'une élection référendaire. Pas de doute, le Parti québécois est à la croisée des chemins.

Patrice Boileau
Carignan, le 2 septembre

Vers une Troisième Guerre mondiale?

Notre initiation de jeunesse à la politique internationale s'est effectuée dans un climat de sombres perspectives. Pourtant, la chienne entre les deux puissances du communisme — l'URSS et la Chine — dans la deuxième moitié du XX^e siècle n'a pas entraîné de conflagration majeure, si ce n'est quelques escarmouches aux frontières. Quant à la guerre froide, elle l'est restée.

Allez donc savoir maintenant où nous mènerait une chienne de ce genre entre l'Europe, le Japon et les États-Unis pour le repartage des marchés? Bush et Blair continuent d'inquiéter, et ce n'est pas sans raison. Ils sont tous deux aux commandes d'une force militaire gigantesque, y compris des tonnes d'armes de destruction massive, à opposer à l'Europe, armée elle aussi plus que nécessaire pour la défense de ses frontières, et à un Japon se réarmant sous le prétexte de contribuer aux «forces de paix».

Devant de telles perspectives, il est à souhaiter que l'ONU ne tourne pas à l'éphémère Société des nations pour laisser libre cours à une nouvelle et insidieuse forme de militarisme qui semble s'imposer désormais pour régler les conflits mondiaux.

L'agression illégale de l'Irak ne devrait-elle pas être sanctionnée au plus vite avant qu'une espèce d'habitude ne se crée autour de prochains «Munich» qui ont, dans le passé, conduit à la Seconde Guerre mondiale? Dans une logique de règlements pacifiques des mésententes, les États-Unis ne se présenteraient-ils pas d'ores et déjà comme une puissance à endiguer pour un maintien de la paix conséquent. Banale constatation? Combien ne l'ont pas encore faite et s'aveuglent ainsi sur le péril?

Guy Roy
Lévis, août 2003

LIBRE OPINION

Plaidoyer pour une «Place de France» à Québec

JEAN-PAUL L'ALLIER
Maire de Québec

Le 3 juillet 2008, la Ville de Québec célébrera son 400^e anniversaire. Elle est ainsi la plus ancienne ville, au nord du Rio Grande, à célébrer quatre siècles de développement ininterrompu. Mais c'est plus que l'affaire et la fête d'une ville: c'est d'abord le 400^e anniversaire de l'implantation définitive de la présence, de la vie, de la culture et de la langue françaises en Amérique.

C'est aussi le 400^e anniversaire de la naissance du Québec. De plus, même si le Canada, comme structure politique, n'est né que beaucoup plus tard, Québec est le lieu où a commencé et s'est développé, sans discontinuer, la vie d'une société d'origine européenne sur le territoire du Canada d'aujourd'hui.

L'analyse de l'ensemble des événements qui ont souligné et célébré le 300^e anniversaire de Québec en 1908, oblige à constater que ce fut, pour les autorités de l'époque, l'occasion de bien marquer la présence anglo-saxonne dans Québec, que l'on considère alors comme une ville importante de l'Empire britannique. Cela explique mieux pourquoi le principal lieu de commémoration fut le développement et la mise en valeur du parc des Champs-de-Bataille, autrement appelé plaines d'Abraham. C'est là que la France perdit Qué-

bec et que l'Angleterre en devint maître. Beaucoup de choses se sont passées depuis. La langue et la culture françaises n'ont cessé de s'affirmer avec fierté au Québec tout autant que la volonté de vivre ici avec notre langue, notre culture et nos traditions, en nous faisant connaître et reconnaître comme nation et société distincte au Canada.

Le Québec, société accueillante, ouverte et tolérante, est devenue un état francophone, foyer de création et d'innovation au cœur de l'Amérique. Il est de plus en plus perçu et apprécié comme tel. [...]

La Ville de Québec veut donc offrir à la France un site unique pour une action de commémoration qui le serait tout autant: reconnaître ici, en terre du Québec et d'Amérique, non seulement l'implantation première et irréversible, mais surtout après quatre siècles, le développement d'une langue partagée et de cultures parentes et aux mille affinités. Il faut un geste fort qui symbolise l'élan et la fierté et qui n'aura son pareil nulle part ailleurs. La présence de la France à nos côtés, à ce moment plus qu'en tout autre temps, serait pour le Québec et sa capitale un honneur, une source de grande fierté autant qu'un gage d'amitié et de solidarité. La France a maintenant une occasion exceptionnelle de dire sa fierté et son amitié au peuple du Québec et à sa capitale, en dotant Québec d'un monument incommensurable à ce jour et qui aura chez nous la même impor-

tance et le même rayonnement que les grands monuments à Paris. Voici l'esquisse de ce projet, tel que nous pouvons l'imaginer, vu d'ici. Situé sur le promontoire qui termine l'avenue Honoré-Mercier (où est située l'Assemblée nationale) au nord, le monument suggéré à la France surplomberait l'espace qui serait aménagé suite à la disparition du centre de la ville de deux bretelles d'autoroute inutilisées. Ce monument relierait, d'une façon aussi belle que spectaculaire, la Haute et la Basse ville de Québec, au cœur même de la vieille ville, tout près de l'Îlot des Intendants français autant que du site du Château Saint-Louis, résidence des Gouverneurs sous le Régime français. Tout en hauteur et en finesse, dans une forme à quatre côtés, ouverts, symbolisant les quatre siècles de présence française en Amérique, le monument prend racine au bas de la falaise et la surplombe haut de 40 à 45 mètres à partir du promontoire. Composés, par exemple, de quatre des plus beaux métaux extraits du sous-sol québécois, mis en lumière de façon aussi belle et intelligente qu'efficace et spectaculaire, les quatre côtés, par leurs formes, rappellent aussi, d'une façon stylisée, le tipi des Premières nations avec lesquelles nous n'avons jamais cessé de cohabiter en harmonie.

Comme le tipi, les quatre pointes du monument se croisent à son sommet; elles forment, en se repliant vers le bas et d'une façon aussi évidente que symbo-

lique, une fleur de lys stylisée, illustrant la rencontre de la France et des Premières nations du Canada. La fleur de lys était l'emblème floral des rois de France; elle est encore aujourd'hui celui du Québec. Depuis 1999, une fleur qui pousse depuis toujours à l'état naturel partout sur le territoire du Québec «l'iris versicolore» est devenue, par décision de l'Assemblée nationale, l'emblème floral du Québec, mais est toujours représentée par la même fleur de lys du drapeau québécois. [...]

Il va de soi que la France aurait la maîtrise d'œuvre de sa conception et de sa réalisation. [...]

Les coûts de réalisation d'une Place du 400^e ou Place de France sont évidemment importants. On les évalue, sommairement et une fois les bretelles d'autoroutes enlevées, à environ 15 millions d'euros. Cependant, comme on l'a esquissé lors de la visite à Québec du premier ministre Raffarin, à qui j'ai eu le privilège de présenter le projet, pourquoi ne pas imaginer qu'une partie importante de ce financement soit faite par souscription publique? Il y a certainement des milliers de Françaises et de Français qui, pour une raison ou une autre, seraient heureux de dire leur attachement au Québec. Il ne s'agit donc pas de solliciter leur générosité par manque de fonds publics, mais bien de faire appel à leur solidarité et à leur fierté pour que cette Place de France leur appartienne et qu'ils nous disent, par leur contribution: «Je me souviens» [...]

IDÉES

Faut-il brûler l'OMC?

Un argumentaire extrémiste à réfuter

ZAKI LAÏDI

Chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), Paris; auteur de *La Grande Perturbation* (Flammarion)



L'approche du prochain Sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun certains altermondialistes comme José Bové appellent très clairement à un nouveau Seattle, autrement dit à un nouvel échec qui discréditerait l'OMC. Cette attitude montre que l'opposition à la mondialisation ne faiblit pas et que le radicalisme veut reprendre l'offensive après avoir subi certaines avanées.

Ce radicalisme doit cependant être pris au sérieux. D'abord parce qu'il exprime une insatisfaction sociale, culturelle et identitaire réelle face à la mondialisation. Ensuite parce que bon nombre de critiques qu'il adresse au système libéral sont parfaitement recevables. Au cœur du radicalisme altermondialiste figure en premier lieu une attaque en règle contre l'OMC accusée d'être une machine entre les mains des multinationales. Cette interprétation n'est guère convaincante.

Rappelons tout d'abord ce qu'est l'OMC. C'est avant tout une organisation dominée par les États, ce qui, en soi, constitue un réel avantage car, *a priori*, les États sont censés représenter les intérêts de leurs pays respectifs. Certes, ces États sont comme tous les États soumis à de fortes influences et notamment aux influences de lobbies privés. On l'a bien vu avec l'affaire des médicaments génériques. Ce sont les gros laboratoires américains qui ont empêché de régler la question cruciale de l'accès aux médicaments (sida, tuberculose, malaria) en faisant pression sur le gouvernement américain. Mais est-ce en supprimant l'OMC que l'on change le rapport de force? Certainement pas.

La question n'est donc pas de savoir si l'OMC est une institution sans reproche. La vraie question est celle de savoir quels avantages elle offre dans la configuration actuelle et comment son influence peut être infléchi dans un sens plus favorable aux intérêts des pays les plus démunis et aux valeurs autres que celles du marché. Sur le premier point, il faut d'abord dire que les décisions à l'OMC se prennent par consensus. Il oblige donc les plus puissants à négocier avec les moins forts ou avec les plus faibles.

Naturellement, à elle seule, cette règle d'organisation ne saurait moduler un rapport de force. Mais c'est malgré tout un progrès. Depuis l'échec de Seattle, les pays en développement ont d'ailleurs compris l'intérêt qu'ils avaient à investir politiquement dans l'OMC pour modifier le rapport de forces. Sans quoi d'ailleurs, on ne verrait pas bien pourquoi la Chine aurait fait le choix politique de rentrer à l'OMC. On serait d'ailleurs intéressé de savoir quelle serait la réaction des altermondialistes le jour où l'administration américaine viendrait d'une manière ou d'une autre à prendre ses distances avec l'OMC pour traiter bilatéralement avec ses principaux partenaires. La force de l'OMC réside dans sa représentativité. Elle se situe ainsi dans l'existence d'un mécanisme contraignant de règlement qui s'est de fait révélé plus équitable qu'on ne le croit, y compris pour les pays en développement.

La compétition de systèmes sociaux

D'où vient donc le malaise? Il y a plusieurs origines. La première tient à un paradoxe: l'OMC a été créée pour traiter des conflits commerciaux. Mais, par la force des choses, elle est amenée à traiter des problèmes qui sont de moins en moins commerciaux. Ce paradoxe n'est pas le résultat d'une volonté hégémonique ou d'un conflit, mais l'expression de la forme actuelle de la mondialisation. Celle-ci n'est plus affaire de barrières commerciales et de tarifs douaniers. Elle est affaire de préférences sociales.

La mondialisation aujourd'hui n'est rien d'autre que l'entrée en compétition des systèmes sociaux. Autrement dit, les conflits commerciaux interfèrent de plus en plus avec les questions de santé, d'environnement, d'alimentation de services publics. Il n'y a désormais plus de conflits commerciaux purs. Il n'existe que des conflits de préférences collectives. C'est cela le fond du problème. Et sur ce point fondamental, tout le monde est d'accord.

La où les divergences commencent, c'est quand il s'agit de chercher à traiter cet enjeu. Et là, plusieurs voies sont possibles. La première est la voie libérale. Elle nie l'existence de préférences collectives car elle estime que seuls les consommateurs sont habilités à choisir et décider. C'est à eux de savoir s'ils veulent ou pas d'OGM, c'est à eux de dire s'ils veulent une agriculture biologique chère ou une agriculture industrielle plus abordable, c'est à eux de dire s'ils veulent s'adresser à une école privée ou à une école publique, etc.

Disons-le tout net: cette vision du monde est parfaitement illusoire. Les sociétés sont et resteront des fabriques complexes qui ne se limiteront jamais à une somme de préférences individuelles. Il est parfaitement légitime que les Européens ou les Japonais veuillent garder des agricultures nationales ou des agricultures. Il y a et il y aura toujours des valeurs opposables à la rationalité marchande.

A l'opposé des thèses libérales, les thèses altermondialistes prônent la reconnaissance des préférences sociales de chacun. Mais cette démarche conduit à l'impasse car si chacun met en avant ses propres préférences collectives en les jugeant non négociables, nous renouons avec la logique d'un monde fermé. La libéralisation des échanges reste un instrument précieux du développement à condition que ce processus soit articulé à des réformes internes et surtout qu'il soit maîtrisé par les acteurs locaux eux-mêmes. Sur ce point il y a donc beaucoup à faire, notamment pour que les pays riches s'appliquent à eux-mêmes des règles qu'ils imposent aux autres et, surtout, pour que les pays du Sud aient les moyens de penser par eux-mêmes les conditions de leur propre développement. Mais là encore ce n'est pas en détruisant l'OMC que l'on y parviendra.

On voit donc que tout le problème est de dégager



Au cœur du radicalisme altermondialiste figure en premier lieu une attaque en règle contre l'OMC accusée d'être une machine entre les mains des multinationales. Cette interprétation n'est guère convaincante.

une voie moyenne entre une libéralisation débridée et un protectionnisme magnifié.

Renforcer les autres institutions

Comment s'y prendre? Il faut tout d'abord veiller à ce que l'OMC ne devienne pas l'Organisation de la Gouvernance Mondiale. Elle n'a pas été conçue pour cela et n'est pas équipée pour cela. Elle doit rester une organisation de régulation du commerce mondial. Mais, dans la mesure où les enjeux commerciaux sont et seront de plus en plus imbriqués avec la santé, l'environnement, l'éducation, la culture, il faut impérativement renforcer la légitimité et l'autorité des différentes institutions multilatérales comme l'OMS pour la santé, la FAO pour l'agriculture, etc. De sorte que, lorsque des conflits commerciaux arrivent à l'OMC en mettant en jeu des questions sanitaires, environnementales ou autres, cette même OMC puisse se tourner automatiquement vers ces différentes institutions.

Si sur les OGM l'Europe se trouve une nouvelle fois opposée aux États-Unis, il faudrait qu'un avis de la FAO — sur la traçabilité par exemple — puisse permettre de trancher le conflit. C'est d'ailleurs tout le sens de la démarche de l'Europe qui se bat continuellement pour que les standards sanitaires et environnementaux soient relevés à l'OMC. Sur ce point, les altermondialistes ne sont pas forcément rigoureux. Ils feignent sciemment d'ignorer que c'est l'Union Européenne qui se bat le plus sur ce front, face aux États-Unis qui se montrent réservés et face aux pays du Sud qui s'y sont opposés. C'est l'Europe qui s'est battue pour que le principe de précaution soit pris en compte dans les différends commerciaux contre l'avis des Américains. Il faut donc renforcer le stock de normes sociales sanitaires et environnementales dans lequel l'OMC pourra s'appuyer pour trancher des conflits commerciaux de moins en moins classiques.

Mais cette démarche ne suffira pas. C'est pourquoi il faut créer un espace pour les sociétés civiles qui expriment ces préférences collectives. À cette fin il faudrait institutionnaliser une assemblée générale de l'OMC au sein de laquelle seraient accréditées à parité les ONG du Nord et du Sud. Avant chaque réunion ministérielle, cette assemblée serait réunie et émettrait sur la base d'un consensus des recommandations aux représentants des États. Cette assemblée jouerait un rôle essentiel dans le débat mondial sur les préférences collectives.

Il y a enfin un troisième axe de réforme qui doit porter sur le renforcement des capacités des pays pauvres à défendre leur point de vue à l'OMC. Les pays du Sud n'ont pas du tout les moyens matériels et juridiques pour se défendre convenablement. Il faudrait donc créer un dispositif puissant d'assistance juridique aux pays du Sud. La CNUCED pourrait devenir une Agence d'assistance aux pays du Sud dans leurs conflits à l'OMC.

Comme on le voit, et à l'opposé des altermondialistes, le réformisme doit jouer la carte du renforcement de l'OMC. Il faut le faire car on ne saurait se permettre de détruire un instrument certes imparfait mais essentiel. Les pays du Sud seraient d'ailleurs les premières victimes du démantèlement de l'OMC.

Lignes de fracture

Il y a un second point sur lequel la déconstruction de l'argumentaire de l'extrême gauche altermondialiste doit être réfuté. C'est celui qui consiste à vouloir réduire tous les enjeux mondiaux à un affrontement manichéen entre les «forces aveugles du libéralisme» et les tenants d'une alternative imaginaire et idéalisée.

En fait, il y a sur les questions de la mondialisation trois lignes de fracture: entre le Nord et le Sud, entre les États et les sociétés civiles, entre les courants libéraux et toute une gamme de courants réservés ou hostiles à la mondialisation. Cette multiplicité des clivages, il faut pleinement l'intégrer pour ne pas tomber dans le manichéisme idéologique. Les altermondialistes le savent bien: eux qui avaient idéalisé Lula au Brésil se montrent aujourd'hui déçus. Déçus parce qu'il a choisi la voie du réformisme.

Pour bien comprendre cette multiplicité des clivages, prenons l'exemple de l'environnement. Vue d'Europe, la régulation de la mondialisation passe par la reconnaissance des accords environnementaux dans les conflits commerciaux. Vue d'Europe, la régulation de la mondialisation passe aussi par la prise en compte des standards sociaux dans le commerce mondial. Or sur ces deux sujets essentiels pour nous, les plus farouches adversaires de cette conditionnalité ne sont pas les pays libéraux mais les pays en développement. Tant que l'on parlera de la régulation de la mondialisation de manière purement incantatoire, sans aborder ce type de problème, on n'avancera pas beaucoup. Or le discours radical fait totalement l'impasse sur ce sujet. Il se contente de le contourner en diabolisant le système libéral.

Le même problème se pose à propos de la représentation de la société civile à l'OMC. Les plus opposés à cette démarche sont là encore les pays en développement, dont on peut comprendre d'ailleurs le raisonnement. Pour eux faire rentrer les ONG à l'OMC c'est fondamentalement encourager l'entrée de la conditionnalité sociale et environnementale dans les échanges. Tant que l'on ne comprendra pas que l'idée même de «réguler la mondialisation» renvoie à des acceptations différentes et controversées notamment entre le Nord et le Sud, on en restera au niveau de discours idéologique.

Reste le troisième axe de conflit qui porte sur le degré de libéralisation dans les échanges. Dans ce domaine, le dogmatisme libéral est allé trop loin et ceci d'autant plus que les pays riches — dont l'Europe — préchent pour les autres des principes qu'ils ne respectent pas eux-mêmes. C'est pourquoi il faudrait faire un audit mondial des politiques de libéralisation commerciale de ces dix dernières années.

Il faudra aussi et surtout rédiger et faire entériner par les Nations unies une charte mondiale des biens publics mondiaux dans laquelle serait reconnu le caractère inaliénable de certains biens collectifs comme la santé, l'eau ou l'éducation. Reconnaître et faire reconnaître ces biens publics mondiaux ne signifie pas refuser d'y impliquer le secteur privé. En revanche, il faut aujourd'hui réagir fortement contre une logique de privatisation des biens et savoirs collectifs pour réhabiliter le bien public mondial.

Il y a beaucoup à dire sur la dynamique actuelle du système commercial mondial. Mais ce n'est pas en détruisant l'OMC comme semble vouloir le faire José Bové que l'on aura la moindre chance de réformer le système mondial.



Michel Venne

Le pouvoir des journalistes

Lorsque j'étais correspondant parlementaire à Québec pour ce vénérable journal, un collègue concurrent me dit un jour, pour décrire l'étendue du pouvoir des journalistes politiques: «*dont ce qu'il nous reste, au fond, c'est de "fucker le game plan"*». En d'autres termes, l'une des fonctions essentielles des journalistes, la seule par laquelle ils exerceraient un pouvoir, serait de déjouer les stratégies de communication du gouvernement.

J'ai connu aussi un autre journaliste qui, pour illustrer l'une des attributions essentielles des reporters de la presse parlementaire, avait allongé sa jambe au travers du couloir de l'Assemblée nationale, me faisant comprendre que l'une de mes tâches était de faire trébucher, au sens figuré du terme, les politiciens qui s'y aventurent.

Je n'ai pas encore vu le documentaire *À hauteur d'homme* dans lequel Jean-Claude Labrecque saisis, en privé, les États d'âme et les sautes d'humeur de Bernard Landry durant les semaines qui ont précédé les élections du 14 avril. Je ne porte donc aucun jugement sur ce film qui, par contre, devrait être de nature à soulever une réflexion sur le rôle du journalisme politique et ce même si les politiciens ont aussi leurs torts.

La profession journalistique n'est pas réglementée. Ainsi, la définition que les journalistes donnent eux-mêmes de leur activité professionnelle et de leur rôle social est déterminante sur la manière dont ils s'acquittent de leur responsabilité. Dans son dernier livre (*Éthique de l'information*, PUM), la professeure de journalisme Armande Saint-Jean retrace l'histoire sociale du journalisme au Québec. La perception qu'ils ont de leur rôle a considérablement évolué depuis 50 ans.

L'année 1980 et la couverture de la première campagne référendaire serait un moment charnière et «*marque, pour la presse québécoise une rupture avec une tradition antérieure, celle d'un journalisme engagé du côté du changement social et politique. La rupture est d'autant plus marquante que cette tradition, qui s'est affirmée tout au long de la Révolution tranquille, remonte aussi loin qu'à la conscription de 1942, à laquelle les médias d'information s'étaient clairement opposés malgré la censure officielle*», écrit-elle.

Les journalistes francophones adoptent dès lors une «*neutralité aseptisée*» dans le débat national. Certains y ont vu l'effet de l'intimidation orchestrée par les ténors fédéralistes dont un et non le moindre, Claude Ryan, ancien directeur du *Devoir* et alors président du comité du NON, avait demandé et obtenu du Conseil de presse la création d'un comité de vigilance pour surveiller l'impartialité des reporters.

D'autres voient dans ce virage l'une des conséquences de la concentration de la propriété de la presse, appartenant majoritairement à de fervents fédéralistes qui entraînent en conflit avec leurs journalistes, plus jeunes, sur l'avenir du pays.

Dès lors, «*les journalistes semblent avoir abandonné tout désir de jouer un rôle dans le processus de transformation sociale pour se contenter d'agir comme des témoins neutres*».

Mais la période est aussi dominée par un autre phénomène: «*l'embourgeoisement des journalistes*», qui, en raison de leurs conditions de travail paradoxalement obtenues à la suite d'âpres combats syndicaux, «*appartient désormais à une classe privilégiée*», écrit-elle. Ils deviennent de «*bons employés*» épousant les objectifs des entreprises qui les emploient et pour qui l'information est une marchandise, le public une masse de consommateurs, et les journalistes des vedettes de l'information.

Cette tendance avait déjà été observée en 1980 par Michel Roy. Celui-ci percevait la montée du «*journalisme subjectif*», importé des États-Unis, selon lequel «*le monde, les hommes et leurs activités constituent en définitive un spectacle permanent devant lequel le journaliste réagit comme le critique au concert de musique rock*».

En 1995, l'éditeur de la revue américaine *Atlantic Monthly*, James Fallow, dénonçait cette approche, accusant les médias de «*miner la démocratie américaine*».

La commercialisation de l'information n'est pas seule en cause. Le comportement des journalistes dépend de la conception qu'ils se font de la démocratie et du rôle des médias. Ceux-ci, se réfugiant dans une définition strictement libérale, voient généralement leur rôle comme celui du «*chien de garde*» du pouvoir politique et rien d'autre.

En 1989, le professeur Jean Charron, de l'Université Laval, avait suivi pendant trois mois les journalistes de la Tribune de la presse du Parlement de Québec. Il en avait interrogé 26 ainsi qu'une dizaine d'attachés de presse et autant de députés. Ses observations, consignées dans son ouvrage *La Production de l'actualité* (Boréal), confirment que les reporters valorisent la fonction critique de leur métier plutôt que la fonction d'information qu'ils assimilent au rôle de «*courroie de transmission*».

A leurs yeux, le discours politique est nécessairement mensonger parce qu'il est toujours intéressé. C'est pourquoi, au lieu d'en rapporter le contenu tel quel, un correspondant parlementaire développe sa propre interprétation du discours, le décote et le reconstruit. Ce qui explique que des politiciens ne reconnaissent pas toujours leurs paroles.

À contrario, et ce parce que le journalisme d'enquête est peu développé à la Tribune de la presse, les journalistes acceptent plus volontiers de collaborer avec une source qui lui fournit une primeur. Or, souligne Jean Charron, le scoop tire généralement son origine d'une source qui a un intérêt. Le journaliste est alors l'instrument d'une stratégie ou d'un ballon.

La production de l'actualité politique est ainsi devenue le résultat d'un combat entre deux puissances. Les journalistes pensent que le jeu est à l'avantage des élus (qui contrôlent l'information) et les élus pensent que le jeu est à l'avantage des journalistes (qui contrôlent la publicité). Est-ce que quelqu'un pense que le jeu est à l'avantage du public?

Michel Venne est directeur de L'annuaire du Québec, chez Fides.

vennem@fides.qc.ca

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corrivé, Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits divers); Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement); Benoît Munger (responsable du site Internet); Julie Carpentier (pages éditoriales, sports); Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (science); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias); Caroline Montpetit (livres); Odile Tremblay (cinéma); Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Éric Desrosiers, Claude Turcotte; à l'information internationale : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Ois-Dionne (commun); La documentation : Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Bocheffort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gylaine Côté, Marlene Côté, Slavica Bogdanov, Veronique Géraud, Christiane Legault, Amélie Malais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Rué; Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATION: Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisele Lenard, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chervier, Chantal Rochon, Danielle Ross.

LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

ARAFAT

SUITE DE LA PAGE 1

«La question n'est pas de savoir qui est le premier ministre, la question est de savoir s'il sera muselé par Arafat», a-t-il dit.

Koreï est cofondateur du Fatah, la formation d'Arafat au sein de l'Organisation de libération de la Palestine, et siège au Comité central de l'OLP, qui détermine la politique de l'Autorité palestinienne et désigne son Premier ministre.

Abbas a expliqué samedi lors d'une réunion à huis clos du parlement qu'il démissionnait à la suite du refus d'Arafat de lui céder les rênes des instances de sécurité — nécessaires pour mettre fin aux violences — et en raison des «incitations dures et dangereuses» formulées contre lui par des activistes, dont certains sont des partisans d'Arafat.

Il a aussi accusé Israël de n'avoir pas rempli ses obligations dans le cadre de la feuille de route, notamment en mettant fin aux incursions et aux barages routiers en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, et il a reproché aux États-Unis de n'avoir pas fait pression sur l'État hébreu pour lui faire respecter ses engagements.

Parallèlement à ces développements sur la scène politique palestinienne, au moins dix Palestiniens ont été blessés hier soir dans une attaque d'hélicoptères israéliens qui ont tiré trois missiles sur la maison d'un activiste du Hamas près de Khan Younés, au sud de Gaza.

Abdelsalam Abou Moussa, un membre connu des Brigades Ezzedine Al-Qassam, la branche armée du mouvement islamiste Hamas, résidait dans la maison prise pour cible. Certains des blessés ont été grièvement atteints.

La maison de l'activiste palestinien a été gravement endommagée, ainsi que des maisons alentour.

Le raid visait un dépôt d'armes et de munitions du Hamas, a indiqué un porte-parole de l'armée israélienne. De fortes explosions ont suivi l'attaque, ce qui indique qu'une importante quantité d'explosifs s'y trouvait, a-t-il ajouté. Ce nouveau raid survient après la tentative d'élimination samedi à Gaza de cheikh Ahmad Yassine, fondateur du Hamas et d'autres dirigeants de ce mouvement, dans un raid aérien israélien à Gaza.

Israël était d'ailleurs en état d'alerte maximal de crainte d'attentats du Hamas. Le Hamas, en effet, a juré de venger la tentative d'élimination de Yassine.

La police israélienne a déployé des renforts autour des points jugés «sensibles» dans le nord du pays et à Jérusalem.

Le bouclage de la Cisjordanie et la bande de Gaza a été renforcé de même que les mesures de sécurité autour de responsables politiques et militaires israéliens.

Cheikh Yassine, 67 ans, a affirmé hier que son mouvement allait donner une «leçon inoubliable» à Israël. Pour sa part, M. Sharon, a affirmé après l'attaque de Gaza, en parlant des responsables du Hamas: «Ce sont des hommes morts».

Enfin sur le plan économique, les restrictions imposées par Israël dans les territoires occupés ont eu des conséquences désastreuses pour les Palestiniens et ont gravement handicapé leur économie, indique aujourd'hui Amnesty International.

«Le chômage et la pauvreté ont augmenté, la malnutrition est apparue, l'anémie et d'autres problèmes de santé se sont développés et l'éducation a été gravement affectée», affirme l'organisation de défense des droits de l'Homme, basée à Londres, dans un rapport. «Quelque 60 % des Palestiniens vivent actuellement sous le seuil de pauvreté avec 2 \$ par jour et la plupart d'entre eux subsistent grâce aux aides», précise Amnesty.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les avis de décès (Le Mémorial)

Au téléphone (514) 525-1149
Par courriel info@lememorial.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 812, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

BUSH

SUITE DE LA PAGE 1

Plusieurs pays, dont la France, l'Allemagne et la Russie, opposés à la guerre en mars, ont toutefois jugé ce projet insuffisant en matière de transfert de pouvoirs aux Irakiens.

Ce texte «encouragera le Conseil de gouvernement transitoire irakien à soumettre un plan et un calendrier pour la rédaction d'une Constitution et pour des élections libres», a assuré hier soir M. Bush. «Depuis le début, j'ai manifesté ma confiance dans la capacité du peuple irakien à se gouverner lui-même. Il doit maintenant se montrer à la hauteur des responsabilités d'un peuple libre et assurer les bénéfices de sa propre liberté», a-t-il dit.

FFM

SUITE DE LA PAGE 1

Malgré ses concessions commerciales, ce film nous entraînait avec humour et émotion dans un hôpital où de jeunes garçons cancéreux faisaient les 400 coups.

Lors de cette édition, la filière balkanique, nourrie et inspirée par les drames de l'ancien régime, a offert des œuvres particulièrement réussies. Rien d'étonnant au fait que le second film serbe en compétition, *Le Professionnel* de Dusan Kovacevic, explorant par l'absurde le zèle des anciens agents des services de renseignements, ait récolté hier le laurier du meilleur scénario, tant il reposait sur une bonne histoire. Dusan Kovacevic est loin d'en être à ses premières armes dans l'écriture de scénarios. On lui devait déjà celui d'*Underground* de Kusturica, palmé d'or à Cannes. *Le Professionnel* a aussi reçu le prix de la Fipresci (décerné par la critique internationale).

Damant le pion à Serge Thériault dans *Gaz Bar Blues*, c'est Sylvio Orlando, drôle et émouvant dans *Le Siège de l'âme* (*Il Posto dell'anima*) de l'Italien Riccardo Milani qui a récolté le prix de la meilleure interprétation masculine. Cette comédie sur fond d'engagement syndical imposait son univers de solidarité et d'humour.

Du côté des femmes, Marina Glezer, pleine de charisme dans *Le Petit Polonais* (*El Polaquito*) de l'Argentin Juan Carlos Desanzo, repartait avec le laurier de l'interprétation féminine. Elle y incarnait une jeune fille de la rue poussée à la prostitution tout en demeurant vivante, rusée et amoureuse.

Le jury a offert le prix de l'innovation (nouveau laurier appelé à revenir récurrent) au très beau *Les Intermittences du cœur* de l'Italien Fabio Carpi. Fait

GARS

SUITE DE LA PAGE 1

«journée de gars» le 24 septembre prochain où les filles seront délicatement invitées à aller voir ailleurs si elles n'y seraient pas!

Le «Gars Show» — non, le jeu de mots n'est pas fortuit... — prévoit en effet une journée entière d'activités animées par des gars, pour des gars. «Le lien affectif entre l'école et les gars n'existe pas, on veut essayer de le créer», explique Georges Bitar, qui travaille à l'organisation de cette activité. «Avec cette journée, on ne prétend pas régler le problème, mais on veut amorcer la discussion avec nos gars.»

Il n'y a pas qu'à l'école de la Ruche que la réussite des garçons est au cœur des préoccupations. Au Québec, même si les constats sont clairs quant au recul des petits hommes dans la jungle scolaire, les avancées sont bien minces quant aux solutions qui leur permettront de rattraper la vitesse de croisière des filles.

Plusieurs théories ont été avancées sur l'absence de «modèles masculins» dans la vie des garçons, et de plus en plus de milieux scolaires explorent diverses avenues pour enjoliver l'école aux yeux de la moitié de leur clientèle.

CONSCIENCE

SUITE DE LA PAGE 1

sommeil. Les anesthésiques généraux que l'on utilise sur la table d'opération font perdre conscience.»

Même si le plan général du cerveau est demeuré sensiblement le même au cours de l'évolution des vertébrés, son organisation s'est grandement complexifiée et certaines structures, comme le cortex frontal et les aires du langage, prennent de l'expansion.

Or ces développements sont étroitement associés à l'apparition de la conscience. «Cette capacité de donner naissance à la conscience fait intervenir de longues interconnexions entre les différents territoires corticaux ainsi qu'entre les deux hémisphères cérébraux», avance Jean-Pierre Changeux. Nous croyons que c'est la multiplication de ces interconnexions à longues distances chez l'humain — par rapport à ce qui s'observe chez le singe — qui participe à ces synthèses mentales, qui sont le fait de la conscience.

«Ces organisations plus complexes de la pensée dans le temps dont l'homme est capable, nous les attribuons à ces axones longs [prolongements des neurones qui assurent la conduction du signal nerveux], qui sont extrêmement denses dans le cortex préfrontal, ce prolongement du cortex frontal.»

L'énigme du paradoxe

L'autre énigme qui taraude l'esprit du chercheur est ce grand paradoxe entre l'immense complexité du cerveau humain, qui compte entre dix et cent milliards de cellules nerveuses, qui entretiennent chacune près de 10 000 contacts avec d'autres neurones, et le nombre très modeste de gènes que contient le patrimoine génétique de l'humain. «Il n'y a pas de linéarité entre l'évolution de l'organisation du cerveau et celle du nombre de gènes», souligne-t-il. Alors que l'organisation et la complexité du cerveau s'accroissent de manière fulgurante, le nombre de gènes, quant à lui, ne varie pas.»

Le code génétique de l'humain ne comprend que 30 000 à 40 000 gènes, soit le même nombre que la souris. Pourtant, le cerveau du petit mammifère ne compte que 40 millions de neurones. La distance génétique entre le chimpanzé et l'humain est encore plus infime, et ce, en dépit du fait que le chimpanzé

Quatre mois après avoir déclaré la fin des principales opérations militaires en Irak, le président est confronté à des morts quasi quotidiennes parmi les quelque 140 000 militaires américains déployés dans ce pays.

Les attaques contre ces troupes représentent «plus qu'une rage aveugle. Les terroristes ont un objectif stratégique: ils veulent que nous quittions l'Irak avant que nous ayons fini notre travail. Ils veulent ébranler la volonté du monde civilisé», a expliqué M. Bush.

Depuis samedi, le président fait aussi face à une crise majeure au Proche-Orient mettant en péril la «feuille de route» devant conduire à la paix entre Israéliens et Palestiniens.

«Le Moyen-Orient deviendra soit un lieu de progrès et de paix ou bien exportera la violence et le terrorisme qui coûteront davantage de vies en Amérique et dans les autres pays libres», a fait valoir le président américain.

amusant: la palme de l'innovation couronne le travail d'un vétéran de 78 ans. Fabio Carpi aborde avec finesse et mélancolie la fin de parcours d'un réalisateur âgé, hanté par ses souvenirs, qui prépare un film sur la vie de Proust et se laisse happer par le cours de sa mémoire involontaire.

Le film roumain *Bénie sois-tu, prison* de Nicolae Margineanu, mêlant finement le mysticisme à une expérience carcérale, a remporté le prix de la meilleure contribution artistique. Il reçoit aussi le deuxième prix euménique.

Dans le champ des courts métrages, les deux meilleures œuvres ont été primées. Rien à redire aux choix du jury. *Vie et mort d'un instant d'ennui* du Français Patrick Bossard, désopilante satire d'un certain cinéma hexagonal trop obscur, a obtenu le premier prix. Il a reçu aussi la palme de la Fipresci au meilleur court métrage. *In Bed with My Books* de l'Américain Michael Bergmann, incursion désopilante dans l'univers de femmes vieillissantes, récoltait de son côté le prix du jury.

Le prix Fedex du court métrage canadien le plus populaire est allé à *Cherry Fruitbread* de Laura Turek avec deuxième prix à *Ilot* de Nicolas Brault.

Le jury des premières œuvres présidé par Samira Makmalbaf a décerné son zénith d'or à *J'ai toujours voulu être une sainte* de la Luxembourgeoise Geneviève Mersch, son zénith d'argent à *Dogs in the Basement* de l'Américaine Leslie Shering et son zénith de bronze à *Moving Malcolm* du Canadien Benjamin Ratner.

Cette année, toutes sortes de lauriers se sont rajoutés par catégories, octroyés au vote public. Ces nouveaux prix sont intitulés zénith comme pour le jury des premières œuvres, ce qui embrouille tout le monde. Quoi qu'il en soit, le zénith pour l'Europe est allé à *Kopps* du Suédois Josef Fares, celui pour le Canada à *The Delicate Art of Parking* de Trent Carlson, celui pour les États-Unis à *Die Mommie Die* de Mark Rucker et celui pour l'Amérique latine à *Cleopatra* de

C'est dans ce courant exploratoire que se situent l'école de la Ruche et son «Gars Show». «Uniquement destiné aux garçons, cet événement a comme objectif principal de motiver ces derniers à la réussite scolaire», écrit l'équipe organisatrice dans son communiqué destiné à tous les «V.I.P.» possiblement désireux de venir serrer la pince des garçons.

Un d'entre eux a déjà confirmé sa présence au programme du 24 septembre: le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, a trouvé l'idée du «Gars Show» si aléchante qu'il a promis tout de go qu'il y serait.

Le député d'Orford a même contribué au projet en rédigeant une lettre d'invitation destinée à des personnalités masculines que le comité organisateur tente encore de rallier à la cause. «L'idée d'organiser une telle activité — qui pourrait servir éventuellement de projet pilote — est une suite logique aux statistiques démontrant que les garçons sont beaucoup plus susceptibles de doubler une année scolaire, de ne pas terminer leur secondaire ou d'abandonner dans une classe de troubles de comportement, d'adaptation scolaire ou de cheminement particulier», écrit le ministre de l'Éducation dans cette lettre.

L'espace d'une journée, le terrain de l'école ne comptera donc que des garçons. «Ce n'est pas contre les filles que nous organisons cette journée, mais c'est important que les garçons sentent que c'est à eux, et uniquement à eux que nous nous adressons», explique Georges Bitar, sans cacher que l'idée n'a pas séduit

«Le triomphe de la démocratie et de la tolérance en Irak, en Afghanistan et ailleurs serait un revers sérieux pour le terrorisme international», a-t-il estimé.

Un peu plus tôt dans la journée, son secrétaire d'État Colin Powell avait affirmé à la chaîne de télévision NBC que George W. Bush, tout en évoquant les progrès réalisés en Irak, allait «aussi dire qu'il y a des défis devant nous [...] et parler de la nécessité d'un financement supplémentaire».

Les États-Unis «dépenseront ce qui est nécessaire», a dit hier le président.

Selon sa conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, M. Bush devait chiffrer hier soir l'effort financier auquel vont devoir consentir les États-Unis et le Congrès pour financer la reconstruction irakienne et le déploiement militaire. Les médias ont estimé ce coût à entre 60 et 90 milliards de dollars.

l'Argentin Eduardo Mignogna. Dans la section Asie, c'est *Mon grand père* du Japonais Yoichi Higashi qui remporte la palme du public. L'Afrique reçoit un vote ex-æquo: *El Kotbia* (*La Librairie*) du Marocain Nawfel Saheb-Ettaba et *Le Soleil assassiné* de l'Algérien Abdelkrim Bahloul. Le percutant *Alexandra's project* de l'Australien Rolf de Heer reçoit le prix pour l'Océanie. Quant au lauréat du meilleur documentaire, il revient à *Sexe de Rue* de Richard Boutet, cinéaste québécois, hélas! décédé au début du FFM.

♦ ♦ ♦
Au cours des derniers jours du festival, on a pu voir le magnifique *Retour*, premier long métrage du Russe Andrey Zvyagintsev, qui a remporté samedi le Lion d'or à la Mostra de Venise. Ce récit admirable du voyage initiatique de deux jeunes garçons auprès d'un père retrouvé après douze ans d'absence, fut un des moments forts du FFM. Hier en morceau de clôture, la délicieuse animation *Les Triplettes de Belleville* de Sylvain Chomet a laissé les festivaliers sur une note souriante.

Rappelons toutefois que le FFM a traversé une édition houleuse et fut controversé plus que jamais. Si la compétition s'est révélée dans son ensemble meilleure que prévu, le climat morose qui soufflait sur l'événement invite à de sérieuses remises en question, si ce n'est à un changement de garde. Avec un manque criant de visiteurs de prestige, le FFM est apparu en panne sèche de lustre. Une sélection trop encombrée et mal débroussaillée, des projections quasi systématiquement en retard, la moitié de l'effectif journalistique quittant le FFM en plein milieu de sa course pour s'envoler au rendez-vous de Toronto; l'atmosphère n'était pas à la franche rigolade. Le rideau vient de tomber sur ce 27^e Festival des films du monde. Plusieurs s'interrogent sur son avenir. La situation est à suivre au fil des prochains mois.

toutes les filles. Histoire de ne pas laisser la gent féminine en reste, on a loué le Vieux Clocher de Magog: humour et cinéma sont au programme.

Pendant l'après-midi, de vraies activités de gars sont au menu: outre des conférences offertes par le psychoéducateur Maurice Sammut et le comédien Martin Larocque, le «Salon des gars» permettra aux jeunes hommes de voir l'école sous un jour vraiment différent: l'armée canadienne a promis de traîner dans la cour d'école un tank et un hélicoptère Apache! Une montagne de terre y sera déversée et les jeunes pourront manœuvrer une véritable pelle mécanique! Un robot-démineur pourrait même faire une apparition...

Dans l'après-midi, policiers, pompiers et ambulanciers feront un périmètre de sécurité autour d'une vieille auto achetée pour l'occasion, histoire de démontrer l'usage des pinces de désincarcération. Un semi-remorque de 40 pieds trônera aussi dans la cour de récré, et des démonstrations de «scratch», de «skateboard» et de graffiti devraient titiller l'intérêt des vedettes du jour.

«Notre plus grand défi, c'est de les attirer dans nos filets», explique M. Bitar. «Il fallait leur en mettre plein la vue», ajoute l'animateur de vie spirituelle et communautaire, qui explique que la direction n'a pas hésité à offrir une enveloppe de 11 000 \$ pour l'organisation de cette seule journée.

de l'être humain, il plaide en faveur des recherches sur les cellules souches embryonnaires, qui laissent espérer des cures susceptibles de sauver de nombreuses vies humaines.

«Un embryon n'est pas un être humain doté d'une conscience, c'est un être en devenir, affirme-t-il. Il faut donc considérer l'apport possible des recherches sur les cellules embryonnaires, qui permettent la régénération des tissus, voire la restauration fonctionnelle du système nerveux chez les personnes atteintes de maladies dégénératives. Il faut mettre en balance la non-assistance à personne en danger. Assister un être en danger est positif, constructif. Interdire, c'est empêcher le progrès de la connaissance. Il faut bien sûr définir des frontières à ne pas franchir, mais il faut le faire en tant qu'être humain responsable et non comme idéologue.»

Éthique et interdits

Le comité d'éthique français a été favorable à l'utilisation des cellules souches tirées d'embryons congelés en recherche et pour l'élaboration de traitements. Mais cette autorisation s'accompagne de conditions éthiques très limitatives, qui incluent l'accord parental et l'interdiction d'employer ces cellules souches pour modifier des embryons, qui seraient ensuite réimplantés.

«Il est préférable d'accepter le principe [l'utilisation d'embryons congelés] sur le plan éthique et de l'encadrer par des règles de conduite extrêmement précises plutôt que de l'interdire d'une manière abrupte, parce que, si on ne peut pas le faire dans un pays, on ira le faire ailleurs, soutient le neurobiologiste.

«L'éthique ne consiste pas seulement à interdire», ajoute le professeur, qui la voit sous un angle beaucoup plus positif et constructif. «L'éthique s'accompagne d'interdits, certes, mais on a trop tendance à voir dans les réglementations éthiques un traitement juridique et les pénalités qui font partie du mode d'application de toute réglementation. Mais je pense qu'il y a une dimension beaucoup plus importante, qui est cette visée plus positive consistant à construire ensemble une meilleure vie grâce aux progrès de la science. L'éthique n'est pas là pour freiner, mais pour éviter qu'il y ait des abus, des manques de respect de la personne humaine.

«Il est bon, dans le siècle où nous vivons, d'être optimiste», conclut Jean-Pierre Changeux, qui ne prône pas un optimisme aveugle mais un optimisme éclairé et conscient des difficultés et des problèmes.